

8 MARS : JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE POUR LES DROITS DES FEMMES

RÉVOLUTIONNAIRES

52 5 MARS 2026 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Aux élections municipales du 15 mars

VOTEZ
RÉVOLUTIONNAIRE

VOTEZ
NPA-R

ÉDITORIAL PAGE 3 >>>

À bas la sale guerre de Trump et Netanyahu

contre l'Iran !

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



POLITIQUE	p. 1 à 4	INTERNATIONAL	p. 5 à 7	DOSSIER	p. 8-9	PREMIÈRES LIGNES	p. 10 à 12	VIE DU PARTI	p. 13 à 15	NPA JEUNES-R	p. 16			
Lyon, épice de campagne politique d'extrême droite	La bombe nucléaire, symbole de la liberté bourgeoise	Quel plan pour Washington et Téhéran ?	La révolte qui s'est manifestée en Iran pourrait bien déjouer les calculs sanglants de Trump	8 MARS : JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE POUR LE DROIT DES FEMMES	Trois jours de grève sauvage au technocentre des Ardoines	19 février : un meeting combatif, à l'énergie communicative	« Non-violence » ou violence révolutionnaire de masse ?	Vers l'union de la droite et de l'extrême droite	Attaque en règle contre niveau de vie des classes populaires	Pas pour le bonheur du peuple iranien !	Révolte contre l'Autorité palestinienne en Cisjordanie	À Cenexi, le mouvement continue	Des portraits de nos candidats aux élections municipales	Convention Medef-France Universités : <i>partners in crime</i>
Le racisme ne se partage pas !	Attaque contre les chômeurs avec l'accord des syndicats CFDT, CFTC et FO	États-Unis - La décision de la Cour suprême sur les droits de douane ne signifie pas la fin de la guerre commerciale !	La santé des femmes, sacrifiée sur l'autel de l'austérité dans la santé	L'école au régime sec : l'austérité frappe !	Orangina : il faut bien secouer le patron, sinon les travailleurs, ils restent en bas	Les rencontres nationales ouvrières (RNO) !	L'Union européenne veut aider les femmes à avorter... sans y mettre les moyens	Le racisme ne se partage pas !	Immobilier : millionnaires exonérés, explosion du mal-logement	Brésil : un procès qui dévoile le poids de l'extrême droite	Les hommes au front... les femmes en grève	SEB : 2 100 licenciements, dont 500 en France	Nouvelles loi anti-trans aux États-Unis	États-Unis : des Républicains du Tennessee réclament la peine de mort... pour IVG

Lyon, épice de campagne politique d'extrême droite

La mort du fasciste Quentin Deranque dans un combat de rue a suscité un émoi (très) national. Donnant un contenu immédiat à une forme de radicalisation de la bourgeoisie, Macron, et tous ses suiveurs politiques et médiatiques, ont profité de l'événement pour attaquer frontalement LFI (accusée de connexions avec la « Jeune Garde ») et en fait, tous les militants de gauche.

De la minute de silence à l'Assemblée (qui n'a jamais été accordée aux nombreuses victimes de crimes racistes) suivie par tous les députés, y compris LFI, à l'affichage du portrait de Deranque au conseil régional de Wauquiez, on ne comptait plus, dans cette semaine irrespirable, les flatteries de ces politiciens bourgeois, jusqu'au PS, à ces milices d'extrême droite.

Vue comme le sommet de ce deuil national, la manifestation d'hommage du samedi 21 février a été organisée par l'extrême droite la plus dure. Des militants anti-avortement côtoyaient des cogneurs patentés, des catholiques intégristes ouvraient la voie aux crânes rasés. Même quelques groupes étrangers avaient fait le déplacement sans réussir, à eux tous, à réunir plus de 3 200 personnes. Alarmant de voir autant de militants fascistes au même endroit, mais très loin d'un succès populaire.

Avec son martyr, l'extrême droite comptait ratisser large et faire une démonstration. Mais quelques journalistes avaient réussi entretemps à démontrer que la rixe fatale avait été probablement provoquée par Némésis (collectif d'extrême droite se réclamant du féminisme) et ses sbires. Le RN, en quête de respectabilité, n'appelait pas à la manifestation, même si les organisateurs de celle-ci lui sont liés. Un résultat plus que mitigé, dont les médias nationaux ont tout de même réussi à louer le caractère « calme » et « sans débordements ». Abstraction faite des saluts nazis et des propos racistes ? Reste que les groupes fascistes qui polluent une partie du centre de Lyon depuis trop longtemps ont été à l'origine d'une opération politique immonde que nous dénonçons.

PHILIPPE CAVEGLIA • 02/03/2026

Reclamer l'interdiction de Némésis, fausse bonne idée

L'Humanité a révélé comment les pseudo-féministes (mais vraies racistes) de Némésis s'organisent avec des nazillons pour piéger les antifascistes. Depuis, une partie de la gauche supplie le ministre de l'Intérieur Nuñez de dissoudre Némésis. Ce genre de dissolution n'a aucun effet sur l'activité de groupuscules d'extrême droite qui bénéficient de complicités dans la police et la justice. Et la banalisation de ces interdictions permet au gouvernement de viser des groupes de gauche, comme la Jeune Garde ou les Soulèvements de la Terre. Les travailleurs ne peuvent compter ni sur les juges ni sur les flics pour se protéger de l'extrême droite, mais sur leurs propres forces.

Vers l'union de la droite et de l'extrême droite

La mort du militant d'extrême droite Quentin Deranque a été l'occasion d'un déchaînement anti-LFI : pour les dirigeants des partis de droite et du centre, c'est une aubaine permettant de se débarrasser des réserves vis-à-vis de l'union de la droite et de l'extrême droite, dont il paraît que c'est le vœu d'une majorité de leur électorat.

Jusqu'à-là, c'est autour du Rassemblement national qu'il fallait un « cordon sanitaire » électoral. Un cordon devenu de plus en plus lâche : aux dernières Législatives, si les candidats du Nouveau Front populaire se sont désistés pour éviter des triangulaires favorables au RN, la réciproque n'avait pas été vraie chez les macronistes et les républicains.

Les digues sont donc rompues. Dans certaines villes, comme à Nantes, des listes d'union des droites ratisent des macronistes jusqu'à des soutiens de Zemmour. À Nîmes, Bourg-en-Bresse, Colmar et même Paris, ce sont des élus LR qui s'allient avec le RN ou Reconquête. Au niveau national, Bruno Retailleau est allé jusqu'à approuver la proposition de dissolution de LFI faite par Christian Estrosi, regrettant que ce soit difficile... Mais cela permet de justifier ses propos : « Je ne mets pas de signe d'équivalence entre le Rassemblement national, qui est un adversaire politique » et la France insoumise, précisant même, pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, que LFI « est sorti de l'arc républicain ». Le RN est donc admis dans l'arc en question. De fait, Aurore Bergé, ministre du gouvernement Macron-Lecornu, a appelé le RN à faire barrage à LFI au second tour des municipales.

Les références à l'extrême droite ne font plus peur. La même Aurore Bergé n'a pas hésité à parler, à propos de LFI, d'« anti-France », expression empruntée aux ligues fascistes des années 1930... Et la candidate LR-Renaissance à la mairie de Marseille, Martine Vassal, a annoncé la couleur de « ses valeurs » qui sont « le travail, la famille, la patrie », ce qui n'est autre que, aux articles près, la devise pétainiste « Travail, famille, patrie »...

L'union de la droite et de l'extrême droite : un cocktail électoral vu comme gagnant, celui-là même que Trump a réalisé à l'intérieur du Parti républicain. Et tous les candidats à la prochaine présidentielle de la droite et du centre rêvent d'arriver en tête pour bénéficier de cette nouvelle configuration du « barrage ».

Alors... que faut-il de plus pour convaincre les militants ouvriers qui croient encore aux mirages électoraux ? On ne sait pas quand se présentera une situation révolutionnaire, mais ce sera certainement avant que les élections offrent une chance de changer la société !

JEAN-JACQUES FRANQUIER • 02/03/2026

LE RACISME NE SE PARTAGE PAS !

Les gloses de Mélenchon, plus que douteuses, lors d'un meeting le 26 février à Lyon, jouant sur la prononciation du nom du pédocriminel Epstein, ont déclenché - de la gauche socialiste à l'extrême droite en passant par le gouvernement - une nouvelle salve d'invectives et menaces contre le prétendu antisémitisme de gauche. Sont visés, non seulement la FI, mais tous ceux - dont nous sommes - qui militent non seulement contre l'antisémitisme, mais contre la politique génocidaire de l'État d'Israël, contre sa guerre contre les populations palestiniennes mais aussi libanaises et aujourd'hui iraniennes. Et c'est le grand mensonge éhonté mais que le gouvernement veut ériger en loi consistant à présenter l'antisionisme - à savoir la dénonciation d'une politique ségrégationniste, celle de Netanyahu et de ses prédécesseurs - comme du racisme, en l'occurrence de l'antisémitisme.

LE GOUVERNEMENT, EN TÊTE DE GONDOLE

C'est le ministre Aurore Bergé qui monte au créneau en soutenant un arsenal de lois. Celle qui est passée le 31 juillet 2025, prétendument de lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur, en réalité criminalise les manifestations de soutien à Gaza (territoire détruit, où l'armée israélienne a fait près de 100 000 morts) ; une loi Yadan en préparation, du nom de la députée Renaissance qui la propose, « visant à lutter contre les formes renouvelées de l'antisémitisme ». Le 25 janvier dernier, Le Monde publiait une tribune d'universitaires internationaux dénonçant la façon dont ce projet « confond volontairement antisionisme et antisémitisme ».

LE RN ABOIE PLUS FORT AUSSI !

Le Pen père, fondateur du Front national, était considéré à une époque comme le diable en France, entre autres du

fait d'un antisémitisme décomplexé, lui faisant dire que les chambres à gaz de la Seconde Guerre mondiale étaient « un détail de l'histoire ». Depuis quelques années, avec Le Pen fille et Bardella, c'est la dédramatisation et on les fait passer pour les champions de la lutte contre l'antisémitisme. Mais comment faire oublier les racines et bourgeonements antisémites de l'extrême droite en France ? Faire oublier les mânes d'ancêtres comme Maurras et bien d'autres idéologues racistes, de Pétain et ses lois antisémites ? Faire oublier la proximité avec des groupes de nazillons qui jusqu'à aujourd'hui offrent leurs services d'ordre ? Dans sa quête de respectabilité pour se hisser au pouvoir, le FN-RN (et les nouveaux surgeons de Reconquête), ont seulement troqué leur antisémitisme atavique contre le racisme anti-arabe ou anti-musulman qui leur colle aussi à la peau - né des épopées colonisatrices de l'impérialisme français dont ils ont endossé l'héritage.

NON À LA « PRÉFÉRENCE NATIONALE », SOURCE DE TOUS LES RACISMES

L'antisémitisme n'est pas résiduel en France. À la fin décembre 2025, le ministère de l'Intérieur indiquait que 1 163 actes antisémites avaient été commis entre janvier et octobre, soit 15 % de moins que pour la même période de 2024, mais n'effaçant pas la recrudescence de 280 % de plus par rapport à 2022. L'antisémitisme est une gangrène raciste à combattre, comme le racisme anti-arabe ou anti-migrants d'Afrique, un racisme d'État contre des travailleurs que le gouvernement (encouragé par la droite et l'extrême droite internationales) prive de papiers et de droits, traque et expulse ! Au nom de la « préférence nationale » qui est leur drapeau raciste à tous !

MICHELLE VERDIER • 03/03/2026

ÉDITORIAL

À bas la sale guerre de Trump et Netanyahu contre l'Iran !

Les gouvernements américain et israélien ont déclenché une nouvelle guerre au Moyen-Orient, en lançant des bombardements massifs sur l'ensemble du territoire iranien, mais aussi au sud du Liban. Ceux-ci ont fait déjà plus de 700 morts, dont 176 enfants de moins de 18 ans. Démontrant les véritables buts de cette guerre, l'État israélien occupe désormais le sud du Liban. En riposte, le régime iranien vise Israël, y faisant aussi des victimes ; cible des bases militaires américaines au Bahreïn ou aux Émirats arabes unis ; et annonce fermer le détroit d'Ormuz, crucial au commerce du pétrole. Ce périlleux engrenage est produit par la volonté des grandes puissances capitalistes de mettre l'Iran sous leur contrôle, comme tous les autres régimes de la région désormais.

UN DICTATEUR EST MORT... MAIS LA DICTATURE EST TOUJOURS VIVANTE

Sans doute beaucoup d'Iraniens n'ont pas pleuré Khamenei, eux qui criaient « Mort au dictateur ! » par centaines de milliers en janvier. Mais nul ne doit oublier que les impérialistes ont négocié pendant des années, et jusqu'à ces derniers jours, avec son régime sanguinaire. Et, surtout, qui peut avoir confiance dans les bombes américaines et israéliennes pour aider un peuple à s'émanciper ? Ces bombardements, bien plus intenses que ceux de la « guerre des douze jours » de

juin dernier, provoquent la peur et la sidération dans la population.

UN SANGLANTE MARCHANDAGE

L'objectif de Trump et du boucher de Gaza, Netanyahu, en décapitant le régime iranien, n'est pas de permettre aux travailleurs et à la jeunesse d'Iran de disposer de leur destin. Trump n'a d'ailleurs pas eu un mot pour les dizaines de milliers de manifestants massacrés par le régime en janvier. Trump est tout à fait prêt à conserver les bouchers que sont ces « gardiens de la révolution », auxquels il a promis l'immunité s'ils déposaient les armes.

De leur côté, les dirigeants européens ont dénoncé les bombardements « aveugles »... de l'Iran ! Merz, invité à la Maison-Blanche, s'est dit « sur la même longueur d'onde » que Trump, et Macron envoie le porte-avions *Charles de Gaulle* participer aux opérations « défensives ». En réalité, ils ne veulent surtout pas risquer de perdre du terrain au Moyen-Orient, et se positionnent pour se partager les miettes du festin !

SOUS LES BOMBES, LA COLÈRE COUVE TOUJOURS

Le tapis de bombes vise au moins autant à terroriser les Iraniens et, bien au-delà, tous les peuples de la région, qu'à faire tomber les têtes du régime. Mais la colère couve toujours en Iran, malgré la répression, malgré les bombes.

Et c'est là que l'espoir réside, dans un embrasement populaire dirigé contre les mollahs et ceux qui rêvent de mettre en place une nouvelle dictature du fric !

**Non à l'agression américaine !
Solidarité avec les travailleurs et les travailleuses d'Iran !**

• 02/03/2026



LA BOMBE NUCLÉAIRE, SYMBOLE DE LA LIBERTÉ BOURGEOISE

« Pour être libre, il faut être craint. Pour être craint, il faut être puissant. » C'est par cette réplique digne d'un méchant de très mauvais film que Macron a ouvert son discours sur la dissuasion nucléaire sur la base navale de l'Île Longue, après s'être mis en scène volant dans son jet Falcon escorté de quatre chasseurs Rafale. Le but de ce discours était d'expliquer que nous serions entrés dans un « nouvel âge d'armes nucléaires », qui nécessiterait de mettre en place une « dissuasion nucléaire avancée ». En clair, il s'agit d'encore augmenter le nombre d'engins de mort et de destruction dont dispose la France impérialiste. D'ici 2036, un nouveau sous-marin nucléaire au nom là encore pompeux, *L'Invincible*, devrait être construit, à la puissance nucléaire de 1000 fois celle de la bombe d'Hiroshima. (150 000 morts, 70 000 personnes vaporisées en quelques secondes : nous voilà rassurés pour ce qui est de la « sécurité » et de la « stabilité » !) D'ailleurs, Macron a annoncé qu'aucun chiffre ne serait plus communiqué sur le nombre de têtes nucléaires dont dispose l'État français, et a rappelé qu'il était le seul, en-dehors de tout contrôle parlementaire, à pouvoir appuyer sur le bouton rouge, et qu'il n'hésiterait pas à le faire. Nous voilà deux fois rassurés !

Le cœur de cette nouvelle « dissuasion nucléaire avancée » est que des « éléments de cette force stratégique », c'est-à-dire des bombes nucléaires, pourraient être déployés dans les pays alliés. Une manière pour Macron de chercher à imposer le lea-



dership de l'impérialisme français dans cette « défense européenne » qui a tant de mal à voir le jour, alors que l'agressivité tous azimuts de l'impérialisme américain met à mal les puissances du Vieux Continent. Huit pays européens ont d'ores et déjà accepté de rejoindre cette dissuasion soi-disant avancée : le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Pologne, les Pays-Bas, la Belgique, la Grèce, la Suède et le Danemark.

Une inflation des engins de mort et leur dispersion sur l'ensemble du continent européen et au-delà, voilà ce que nous préparent les dirigeants impérialistes avec leur « défense européenne ».

AURÉLIEN PÉRENNA • 03/03/2026

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 52 • 4 MARS 2026 • 2 EUROS

ÉDITÉ

« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901.
ADRESSE : BP 10147, 75562 PARIS CEDEX 12
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS 20€ OU 25€ PRIX DE SOUTIEN

12 MOIS 40€ OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE

1 AN 20€

• PAR CARTE BANCAIRE (SUR LE SITE)
npa-revolutionnaires.org/abonnement



• PAR CHÈQUE
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP10147, 75562 PARIS CEDEX 12

Attaques en règle contre le niveau de vie des classes populaires

Au menu des hausses tarifaires du mois de mars :

- la majoration des allocations familiales, prévue auparavant dès le 14^e anniversaire, est repoussée à 18 ans. Résultat, des centaines, voire des milliers d'euros perdus chaque année pour de nombreuses familles ;
- hausse des prix du tabac, jusqu'à 70 centimes sur certains paquets de cigarettes ;
- hausse du prix de la carte grise dans certaines régions, pour une moyenne nationale de 2,4 % ;
- hausse des prix du gaz de 3,93 %, le tarif moyen du kWh va augmenter de 4 % pour l'eau chaude et 5,3 % pour le chauffage ;
- instauration d'une taxe sur les petits colis internationaux de deux euros par article ; pour un colis de cinq articles, la taxe sera de 10 euros ;
- hausse des forfaits hospitaliers, qui passent à 23 euros, soit une hausse de 15 à 17 % ;
- instauration d'une taxe de 50 euros à chaque saisine du tribunal judiciaire ou des prud'hommes.

Ces hausses et nouvelles taxes s'ajoutent à l'inflation toujours vive sur les produits alimentaires, alors que le retard du pouvoir d'achat pris après le Covid n'a pas été rattrapé. Cela n'empêche pas la plupart des employeurs, en cette période de NAO, d'avancer des augmentations de salaire ridicules, à l'image de la SNCF qui a osé proposer... 0,5 % d'augmentation générale. Il est grand temps d'enclencher une lutte massive et résolue pour la défense de notre niveau de vie. Augmentation de 400 euros net pour tous et toutes ! Pas de salaire, pension ou allocation inférieurs à 2000 euros net !

MICHEL GRANDRY • 02/03/2026

LA « CONTRIBUTION POUR L'AIDE JURIDIQUE » : UN NOUVEL IMPÔT

L'appel à un tribunal judiciaire ou au conseil des prud'hommes était jusqu'alors gratuit. Il en coûtera désormais 50 euros. Il faudra « raquer » pour un litige à la suite de travaux, un divorce, une succession ou encore un licenciement abusif. Cette mesure avait déjà été appliquée par la loi de finances de 2011 – à l'époque, 35 euros –, puis supprimée après que les statistiques officielles avaient documenté une baisse de 13 % des saisines dans les contentieux de faible montant. Cette nouvelle taxe n'aura que des avantages pour le gouvernement : contribuer à « désengorger » les tribunaux, car 50 euros est une somme que beaucoup hésiteront à payer... et rapporter des sommes conséquentes. La population laborieuse, elle, se voit grevée d'un nouvel impôt.

AUGMENTATION DES FORFAITS HOSPITALIERS : LES PLUS PRECAIRES, PREMIÈRES VICTIMES

Le forfait journalier hospitalier, qui finance les journées d'hospitalisation, passe de 20 à 23 euros par jour ; le forfait urgence passe de 19,61 à 23 euros également et le forfait de séjour en psychiatrie de 15 à 17 euros. Le gouvernement ose prétendre que ces augmentations, mises en place pour économiser 450 millions d'euros à la Sécurité sociale, seront « indolores » pour les patients. Mais ce ne sera pas le cas des 2,5 millions de personnes ne disposant pas d'une mutuelle qui devront sortir cet argent de leur poche et payer plein pot, alors qu'ils sont les plus fragiles sur le plan économique. Quant aux autres, ce ne sera qu'une affaire de délai, car les mutuelles vont bien évidemment répercuter ces hausses sur les factures...

Offensive patronale contre les chômeurs avec l'accord des syndicats CFDT, CFTC et FO

PUNIR POUR UN DOUTE ?

L'Assemblée nationale a approuvé vendredi 27 février l'un des articles les plus scandaleux du projet de loi contre les fraudes sociales et fiscales, qui prévoit une suspension à titre conservatoire des allocations chômage lorsque France Travail a des « indices sérieux de manœuvres frauduleuses » ou de « manquement délibéré » à des obligations. Qui a voté pour ? Les macronistes, la droite et l'extrême droite. Un travailleur privé d'emploi pourra donc être privé d'allocations sur un simple doute. Du jamais vu. D'autant que cette sanction vient s'ajouter aux sanctions déjà existantes (suspension ou suppression), de plus en plus sévères, qui s'abattent au premier oubli ou manquement.

En fait, cette mesure est une charge idéologique typique du RN. Faire croire que notre problème principal est notre voisin, ami, collègue – encore plus précaire – et non les ultra-riches qui vident les caisses en étant arrosés de subventions publiques et en étant – de très, très loin – les principaux responsables des « fraudes » : 12 milliards d'euros, c'est le montant de la fraude du patronat qui ne paie pas les cotisations sociales¹ ! Un niveau historique, signale l'Urssaf dans son bilan 2025. C'est près de 100 fois plus que les trop-perçus par des allocataires ! (136 millions d'après l'Unédic).

Et dans un cas, c'est pour acheter un trentième yacht en exploitant sans merci des travailleurs non déclarés donc privés de tous droits, dans l'autre c'est pour assurer la survie de sa famille à la fin du mois... Parfois comparaison vaut bien raison.

TROIS MOIS DE DROITS AU CHÔMAGE EN MOINS, EN CAS DE RUPTURE CONVENTIONNELLE

Patronat et certains syndicats (CFDT, CFTC et FO) viennent de se mettre d'accord pour réduire de 18 à 15 mois la durée maximale d'indemnisation pour les chômeurs de moins de 55 ans ayant rompu leur contrat de travail par une « rupture conventionnelle ». Invention du patronat en 2008, pour « sécuriser » les ruptures « à l'amiable », c'est-à-dire empêcher tout contentieux, la rupture conventionnelle, qui impose au salarié de signer son propre licenciement, a explosé depuis (515 000 en 2024). Et elle fait des petits : sa version collective permet au patronat de faire des plans sociaux sans aucun motif économique, et elle fait même son chemin dans la fonction publique ! Et pour cause : pour les employeurs, plus besoin de trouver un motif bidon de licencier et de risquer un contentieux. Depuis, même ce risque a été éradiqué : barème Macron qui plafonne les indemnités, obstacles procéduraux, et



maintenant... carrément un timbre à 50 euros pour aller aux prud'hommes !

Le gouvernement a donc tiré prétexte du coût engendré pour l'assurance chômage par ce système de rupture conventionnelle qui est son invention (9 milliards), pour exiger 400 millions d'économies. Un comble ! Le Medef a poussé son avantage en menaçant tous azimuts le régime des intermittents, le niveau d'indemnisation ou encore les allocations chômage d'un gel en 2026... Et les syndicats signataires ont fini par faire cadeau de trois mois d'indemnités (avec un contrôle accru pour les plus de 55 ans), soit le double des économies exigées par le gouvernement. Disparue, l'augmentation de la contribution patronale pour ces ruptures, qui avait été mise sur la table un temps. Paritarisme, quand tu nous tiens ! Pourtant, après un léger déficit en 2026, l'Unédic prévoit un solde positif de plus de trois milliards d'euros dès 2027 pour l'assurance chômage.

HÉLÈNE ARNAUD • 02/03/2026

IMMOBILIER : MILLIONNAIRES EXONÉRÉS, EXPLOSION DU MAL-LOGEMENT

La nouvelle présidente de la Cour des comptes, Amélie de Montchalin, le contestait, mais le ministre de l'Économie Éric Lombard a bien été obligé de le reconnaître : Bercy estime à 13 335 le nombre de foyers millionnaires non imposés sur le revenu. Selon le Sénat, cela représenterait 15 % des ménages dont le patrimoine dépasse 7,3 millions d'euros. La palme revient à un foyer totalement exonéré malgré un patrimoine immobilier de 142 millions d'euros ! « On ne parle ici que du patrimoine immobilier. Le phénomène serait encore plus marqué si l'on incluait le reste du patrimoine, dont les actions », confesse Claude Raynal, président de la commission des finances du Sénat. Certains cumulent ces biens mais sont imposés dans un autre pays (sûrement des paradis fiscaux...). D'autres pratiquent l'« optimisation fiscale » : la fraude légale pour riches. Ils utilisent notamment le fameux « pacte Dutreil », si cher au patronat, afin de transmettre des biens via des holdings, évitant toute imposition. Les riches s'arrangent toujours pour trouver mille et une combines pour ne pas payer d'impôt. En revanche, gare aux pauvres qui se font taper sur les doigts par l'administration à la moindre erreur de déclaration.

Face à ces millionnaires toujours plus riches, la France compte désormais 9,8 millions de pauvres. Et le mal-logement continue de s'étendre, comme le souligne le rapport annuel de la Fondation pour le logement. L'association recense 2,8 millions de demandeurs en attente de logement social, à l'heure où 3 millions de logements restent vacants selon l'Insee. Seule une demande de logement social sur dix a abouti en 2024. 350 000 personnes demeurent sans domicile fixe (contre 143 000 en 2012 !), tandis que 590 000 déclarent être hébergées de manière contrainte, avec tous les problèmes de violence que ces situations peuvent engendrer, notamment pour les femmes. À noter que 34 % des familles monoparentales vivent sous le seuil de pauvreté, et se retrouvent souvent les premières victimes de cette précarité. Une poignée de privilégiés profite pourtant de la situation puisque l'Insee indique que les 10 % de Français les plus fortunés possèdent 48 % du parc locatif immobilier.

Par ailleurs, être logé ne suffit pas à garantir un confort minimal : 41 % des ménages affirment avoir eu froid dans leur logement en 2025 en raison du prix du chauffage ou d'une mauvaise isolation, et 49 % des ménages ont souffert de la chaleur en 2025.

Pour un logement digne pour tous : expropriation des bailleurs et fonds spéculatifs immobiliers, ainsi que des multi-proprétaires qui extorquent aux locataires des loyers hors de prix ; rénovation du parc immobilier, en commençant par les passoires thermiques, en prenant sur les profits accumulés par ces propriétaires ; réquisition de tous les logements vides !

LAMINE SIOUT • 1^{er}/03/2026

1. Rapport du Haut Conseil au Financement de la Protection sociale, juillet 2024.

Quel plan pour Washington et Téhéran ?

Officiellement, et malgré les centaines de morts de civils, les attaques des États-Unis et d'Israël ciblent d'abord les capacités militaires, nucléaires et les têtes du régime.

Difficile de décrypter les calculs réels de Washington : mettre un point final au programme nucléaire iranien, détruire durablement son arsenal balistique ? Ce sont les prétextes officiels. Faire définitivement tomber le régime ? Ou seulement l'obliger à se mettre sous sa coupe ?

Trump a annoncé avoir en tête trois noms de nouveaux dirigeants potentiels, sans les dévoiler, et a appelé la population à descendre dans les rues pour s'emparer du pouvoir... Alors même que les grandes villes comme Téhéran sont sous les bombes.

Il n'est pas certain que Reza Pahlavi, le fils du chah renversé en 1979, fasse partie de cette liste, même s'il exprime à tue-tête son ambition de prendre le pouvoir.

UN RAPPORT DE FORCE EN VUE DE NOUVELLES NÉGOCIATIONS ?

Quant à la République islamique, elle est certes affaiblie par la mort du guide suprême, Khamenei, ainsi que d'autres dirigeants, notamment le chef de l'état-major, le commandant des gardiens de la révolution, le ministre de la Défense, le chef des services de renseignements de la police et une quarantaine de hauts gradés. Mais plusieurs candidats sont envisagés pour la succession de Khamenei, dont Alireza Araf, membre du conseil des Gardiens, nommé au conseil provisoire qui assurera l'intérim jusqu'à l'élection du nouveau guide suprême.

Bien que dérisoires face à la force de frappe des États-Unis et d'Israël, les forces militaires iraniennes, partiellement reconstituées avec l'aide de la Chine suite à la guerre de juin dernier, ripostent sur Israël, les pays accueillant des bases des États-Unis au Moyen-Orient et le détroit d'Ormuz, secondées par ce qu'il reste de relais iraniens dans la région, le Hezbollah libanais, les milices chiites irakiennes et les Houthis au Yémen. Ces attaques, sans infliger de défaite majeure à Trump et Netahyahou, pourraient permettre aux dirigeants iraniens de négocier leur maintien au pouvoir, au prix d'une forme d'allégeance qui pourrait satisfaire l'impérialisme américain.

JEAN-BAPTISTE PELÉ • 02/03/2026

Qui détient le pouvoir en Iran ?

Officiellement, le guide suprême est choisi parmi les plus hautes figures du clergé musulman chiite (les ayatollahs *marja-e taqlid*). Dans les faits, lors de la succession de Khomeiny en 1989, les règles ont été modifiées afin de promouvoir Ali Khamenei, qui n'avait même pas le statut d'ayatollah. La raison était éminemment terrestre : il était l'homme des gardiens de la révolution, ou pasdarans, ce corps né de la révolution, notamment pour reprendre la main dans les usines où il existait des conseils ouvriers.

Les pasdarans sont à la tête des milices Bassidj, utilisées pour réprimer toutes les contestations, et ils dirigeaient, jusqu'à sa dissolution, la police des mœurs. Ils sont aussi une armée parallèle, qui a notamment participé à la guerre civile syrienne aux côtés de Bachar el-Assad, un service de contre-espionnage et une force internationale, qui siège par exemple à la direction du Hezbollah libanais. Ils sont enfin une holding financière, qui a la main sur les ports, les aéroports, les télécommunications et l'industrie de l'Iran.

En concurrence avec la bourgeoisie marchande traditionnelle, à laquelle appartient majoritairement le haut clergé, ils sont politiquement représentés par les conservateurs, alors que les vieilles classes possédantes le sont par les réformateurs, dont beaucoup de figures ont été arrêtées au début du mois de février pour avoir osé remettre en cause la politique répressive du gouvernement et même le pouvoir du guide suprême.

Une façon de réaffirmer, à la veille de la guerre que, bien plus qu'aux religieux traditionnels, le pouvoir iranien appartient avant tout à cette clique d'hommes d'affaires armés.

J.-B. P.

LA RÉVOLTE QUI S'EST MANIFESTÉE EN IRAN POURRAIT BIEN DÉJOUER LES CALCULS SANGLANTS DE TRUMP

Les classes populaires sont sans doute ressorties abasourdis de la répression sans précédent exercée par le régime, notamment les 8 et 9 janvier 2026 (plusieurs dizaines de milliers de morts et de blessés, davantage encore d'arrestations). Mais la contestation ne s'est pas tue pour autant. Elle s'est d'abord exprimée à l'occasion de funérailles de manifestants tués, qui se sont transformées en défis contre le régime, avec danses, applaudissements et cris de « Mort au dictateur ! »

LA RÉPRESSION N'A PAS ÉTOUFFÉ LA COLÈRE DANS LES UNIVERSITÉS

La violence de la répression a brisé de nombreux groupes militants locaux, mais elle a aussi développé de nouveaux foyers de contestation dans des universités n'ayant pas une tradition particulièrement contestatrice. Ainsi, à l'initiative des étudiants en médecine (pharmacie, infirmerie...) - particulièrement confrontés aux conséquences monstrueuses de la répression - s'est construite une campagne de boycott nationale des examens la semaine du 17 février.

La réouverture des universités, le 21 février, a ravivé la mobilisation étudiante à l'occasion de commémorations des morts, qui ont rapidement pris une tournure politique.

La répression brutale n'a - semble-t-il - pas fait de nouveaux morts. Mais ce retour de la contestation a rapidement mené à la fermeture de 80 % des universités jusqu'au printemps.

UN CYCLE DE MOBILISATIONS CONTRE LE RÉGIME

Le mouvement de décembre et janvier derniers a été causé par l'inflation... elle-même certes due aux sanctions internationales, mais pas seulement. Alors que plus de la moitié de la population vit dans la pauvreté et un quart dans l'extrême pauvreté, certains, à la tête du régime, accumulent et étalent leurs richesses sans vergogne.

Cette situation insupportable avait déjà donné lieu à des mouvements contre la vie chère en 2017-2018 et 2019-2020, dans lesquels s'étaient soulevées les classes populaires des régions périphériques jusque-là plutôt acquiescentes au régime.

En 2021, l'Iran a connu plus de 4 000 grèves et actions de protestation pour les salaires, ou contre leur non-versement, dans la pétrochimie, les transports, l'éducation, ou pour l'accès à l'eau, comme dans la région de la minorité nationale arabe du Khouzistan.



tante, constituée de femmes et d'hommes, notamment au sein de la jeunesse scolarisée et des minorités nationales.

La jeunesse étudiante est une part importante des mobilisations sociales. En janvier dernier, malgré la fermeture préventive des universités et le report des examens en distanciel, des dizaines de milliers d'étudiants ont participé aux manifestations revendiquant la chute du régime.

L'Iran ne manque pas de militantes et militants chevronnés, ouvriers, chômeurs, étudiants, et même d'organisations ouvrières, plus ou moins légales ou clandestines, sans illusion ni sur le régime ni sur les faux alliés impérialistes.

La guerre a certes mis fin à l'agitation, car les pluies de bombes ne sont en aucun cas des points d'appui pour la révolte, mais pas aux raisons de se soulever contre la dictature actuelle, ou contre celle qui ressortira des compromis que les bombardements cherchent à mettre en place.

STEFAN INO ET J.-B. PELÉ
• 03/03/2026

Pas pour le bonheur du peuple iranien !

On a droit à des commentaires fantaisistes à propos de l'attaque américano-israélienne contre l'Iran. La guerre de Trump serait « sans objectif clair », titre un article du Monde du 3 mars. Il y aurait « du chaos dans l'esprit de Trump », dit un démocrate américain. Ah bon ? Voilà plus d'un an que Trump nous assène sa doctrine de la paix par la force pour imposer des deals prédateurs à l'Ukraine ou la Russie ; voilà deux mois qu'il a fait son coup de force contre Maduro pour ouvrir aux compagnies américaines les puits de pétrole vénézuéliens ; voilà des semaines qu'il rassemble dans le golfe Persique et en Méditerranée orientale des armadas sophistiquées, et ce serait par caprice ?

Sous prétexte d'arrêter l'Iran dans ses recherches atomiques, il s'agit surtout pour l'impérialisme américain d'assurer sa prépondérance mondiale, tout particulièrement contre la puissance émergente chinoise qui le menace. Ce n'est pas un hasard si le Venezuela, comme l'Iran, sont (ou étaient) parmi les plus importants fournisseurs de pétrole à la Chine. Le nucléaire aussi est en jeu, militaire et civil. Comme des voies commerciales qu'il s'agit de contrôler, entre autres ce détroit d'Ormuz par lequel transite une partie de la camelote mondiale. On voit comment son actuel blocage fait grimper aussitôt les prix du pétrole.

Après des traités de paix, les fameux accords d'Abraham, signés à l'automne 2020, par lesquels les Émirats arabes unis,

Bahreïn puis le Maroc et le Soudan avaient signé leur allégeance aux États-Unis, l'attaque du Hamas contre Israël en octobre 2023 a donné à Israël et aux États-Unis l'occasion de frapper non seulement Gaza et la Cisjordanie, mais aussi le Hezbollah au Liban, les Houthis en mer Rouge, la Syrie (ce qui a précipité la chute de el-Assad et de nouveaux dirigeants inféodés aux États-Unis).

En deux ans et demi, quasiment tous les non-alignés sur la politique américaine étaient détruits ou sérieusement neutralisés dans la région, sauf l'Iran, le cœur du réacteur ! L'offensive contre ce dernier pays, démarrée déjà par les bombardements israélo-américains de juin 2025, est donc

là pour finir le travail et ouvrir aux États-Unis – pensent ses dirigeants – une zone enfin contrôlée, pour l'exploitation des richesses et le contrôle des voies commerciales.

La guerre régionale que les États-Unis mènent contre l'Iran, pour s'y tailler un régime à leur solde et n'avoir plus dans la région que des alliés (du moins parmi les régimes, probablement davantage encore d'ennemis parmi les peuples), vise à priver de moyens économiques sa principale rivale, la Chine. Les États-Unis ont fait d'Israël le principal porte-avion amiral de leur flotte. L'actuelle guerre illustre comment, quand les moyens économiques sont jugés insuffisants, des déploiements militaires colossaux viennent à la rescousse. Avec aujourd'hui une guerre totalement dissymétrique au profit de l'impérialisme américain.

Les buts impérialistes sont clairs, même s'ils amèneront probablement le chaos !

MICHELLE VERDIER • 03/03/2026

La nouvelle expédition punitive de l'impérialisme américain s'inscrit dans une longue lignée d'interventions destinées à faire basculer des régimes récalcitrants. À chaque fois, les armadas impérialistes ont prétendu agir au nom de la protection ou des droits démocratiques des populations qu'ils bombardaient. Ce genre de mensonge ne trompe certainement personne. Mais le caractère réactionnaire des régimes visés peut parfois semer l'illusion qu'une intervention ne pourrait pas empirer la situation.

Et pourtant, que ce soit en Afghanistan, en Irak, en Libye, au Mali ou en Centrafrique (pour ne prendre que les guerres les plus destructrices du XXI^e siècle), les « libérateurs » impérialistes ont semé la destruction, la mort et la misère. Ils ont enterré sous les bombes les espoirs de révolution et, lorsqu'ils n'ont pas fini par s'arranger avec les dictatures pourries, ils les ont remplacées par un chaos de bandes armées encore plus dangereuses.



MEHR NEWS AGENCY
Abbas Zakeri

Révolte contre l'Autorité palestinienne en Cisjordanie

« Ce meurtre d'un adolescent par l'AP n'est qu'un épisode de plus dans la collaboration de plus en plus étroite entre cet appareil bureaucratique et l'État génocidaire d'Israël. »

Depuis le 15 février dernier, la colère de la population palestinienne de Cisjordanie se tourne contre l'Autorité palestinienne (AP). Les forces de sécurité de cette dernière ont en effet abattu un jeune garçon de 15 ans, Ali Samara, au cours d'une opération conjointe avec l'armée israélienne dans le but d'arrêter son père, Samer Samara, un militant historique emprisonné pendant cinq ans dans les geôles israéliennes à l'issue de la deuxième Intifada.

Ce meurtre d'un adolescent par l'AP n'est qu'un épisode de plus dans la collaboration de plus en plus étroite entre cet appareil bureaucratique et l'État génocidaire d'Israël. Déjà, fin 2024 et début 2025, l'AP avait mené des opérations militaires contre le camp de réfugiés de Jénine, sous prétexte

« d'opérations antiterroristes », directement supervisées par l'armée israélienne, qui a ensuite procédé à la destruction d'une grande partie de la ville. Dans la même période, la même Autorité palestinienne avait suspendu les activités et la diffusion de la chaîne Al Jazeera – qui reste l'une des seules à avoir des journalistes à Gaza et en Cisjordanie, et qui est de ce fait particulièrement honnie par l'État israélien.

Alors même que la population palestinienne est confrontée à la multiplication d'attaques de plus en plus violentes de colons juifs qui, aidés par l'armée, n'hésitent pas à assassiner, l'AP se félicite que « tout est sous contrôle sur le plan sécuritaire », comme l'a déclaré au Monde le major général Anwar Rajab.

L'Autorité palestinienne est un micro-appareil bureaucratique issu des accords d'Oslo entre l'impérialisme américain, l'État israélien, et le dirigeant de la principale organisation nationaliste palestinienne, Yasser Arafat. Depuis sa création, elle vit sous perfusion des subsides que lui accordent l'État israélien et les organisations internationales. Depuis le 7 octobre 2023, Israël a confisqué des milliards de shekels de taxe douanière, provoquant une banqueroute de l'AP, qui

« Ces petits calculs [de l'Autorité palestinienne] sont directement opposés aux aspirations à vivre du peuple palestinien. »

s'avère incapable de payer ses fonctionnaires, notamment le personnel enseignant.

Mais les dirigeants de ce micro-appareil espèrent toujours se faire une place, y compris dans le « Conseil de la paix » créé par Trump, avec même l'espoir de retrouver une autorité sur Gaza.

Ces petits calculs sont directement opposés aux aspirations à vivre du peuple palestinien. Les manifestants qui s'opposent à l'Autorité palestinienne, supplétive de l'État génocidaire israélien, ont mille fois raison.

AURÉLIEN PERENNA • 03/03/2026

ÉTATS-UNIS LA DÉCISION DE LA COUR SUPRÊME SUR LES DROITS DE DOUANE NE SIGNIFIE PAS LA FIN DE LA GUERRE COMMERCIALE !

Suite à la décision de la Cour suprême d'invalider une grande partie des droits de douane, Trump a qualifié les juges de cette cour, pourtant majoritairement conservateurs, d'« idiots » et de « caniches » au service de la gauche « radicale ».

« Le désaveu infligé [...] traduit l'effritement du soutien à la politique de Trump dans son électorat. »

Mais la décision de la Cour suprême ne remet pas en cause tous les droits de douane instaurés par Trump, en particulier sur l'acier et l'automobile. En revanche, les secteurs européens non touchés par les droits de douane, comme les produits pharmaceutiques, seront désormais taxés à 15 % pendant 150 jours, comme tous les produits entrant aux États-Unis : la réplique de Trump à la décision de la Cour suprême a été immédiate.

Le désaveu infligé par la Cour suprême a une certaine importance politique, dans la mesure où il traduit l'effritement du soutien à la politique de Trump dans son électorat, ce qui entraîne quelques défections d'élus de ce parti, inquiets à l'approche des élections de mi-mandat en novembre prochain. Mais cette décision ne devrait pas changer grand-chose dans les nouvelles relations internationales que Trump a redessinées à coups de chantage sur les droits de douane, ainsi que d'interventions militaires : il n'a fait qu'accélérer une politique amorcée sous son premier mandat et prolongée par Biden.

L'impérialisme américain utilise sa position économique dominante - et son écrasante suprématie militaire - pour redessiner la carte des échanges internationaux, en particulier face à la Chine. Il s'agit ni plus ni moins d'une guerre commerciale, une guerre pour les matières premières, et c'est par exemple Biden, et non Trump, qui a imposé aux pays de l'Union européenne (UE) qui dépendaient des importations de gaz russe de remplacer ce dernier, sous prétexte des sanctions contre la Russie, par le gaz de schiste américain, bien plus cher.

Les droits de douane n'ont pas été les seules armes de Trump : il a imposé à l'Ukraine des accords commerciaux très déséquilibrés, utilisé le rejet de l'impérialisme français par les populations africaines pour préempter les terres rares de la République démocratique du Congo, utilisé la puissance militaire de son pays pour s'assurer la mainmise sur des matières premières et éliminer, ou mettre au pas, les régimes qui ne sont pas aux ordres, à coup d'interventions militaires au Venezuela, au Nigeria, en Iran en ce moment même - trois grands producteurs de pétrole -, de menaces d'annexion du Groenland qui aboutiront, a minima, à des accords militaires et économiques qui risquent fort d'être équivalents à une annexion...

La décision de la Cour suprême n'infléchira pas la volonté des États-Unis de rebattre les cartes entre puissances impérialistes. Les pays « partenaires » des États-Unis ne s'y sont d'ailleurs pas trompés. Le Japon a prévenu qu'il continuerait à payer les 15 % de droits de douane déjà acceptés. Le Parlement européen a suspendu la ratification de l'accord signé avec Trump, mais c'est surtout pour voir venir : les différents pays de l'UE se sont gardés de crier victoire et se sont montrés très attentistes.

« La décision de la Cour suprême traduit peut-être surtout l'inquiétude des classes dirigeantes devant les réactions populaires aux outrances de l'administration Trump. »

La décision de la Cour suprême traduit peut-être surtout l'inquiétude des classes dirigeantes devant les réactions populaires aux outrances de l'administration Trump - comme ce fut le cas dans l'organisation des réseaux de résistance contre les sbires de l'ICE à Minneapolis - et exprime la volonté d'une partie des classes dirigeantes américaines de ne pas allumer trop de feux en même temps, au risque de déclencher un incendie !

JEAN-JACQUES FRANQUIER
• 03/03/2026



LA DÉPUTÉE BRÉSILIENNE MARIELLE FRANCO, ASSASSINÉE EN 2018

Brésil : un procès qui dévoile le poids de l'extrême droite

La députée de la gauche radicale Marielle Franco a été assassinée avec son chauffeur le 14 mars 2018 à Rio de Janeiro. Militante des quartiers populaires, elle avait été élue à la tête d'une coalition entre son parti, le Parti socialisme et liberté (PSOL, mêlant des courants révolutionnaires et une majorité issue de la gauche du Parti des travailleurs aujourd'hui au pouvoir) et le Parti communiste. Pour l'extrême droite, son crime était son opposition frontale aux expropriations violentes et illégales menées par des milices liées à la police fédérale. Afro-descendante, activiste des droits des femmes et de la communauté LGBT, d'extrême gauche, elle était la cible parfaite.

UNE BOURGEOISIE VIOLENTE ET SANS COMPLEXE

Les assassins se croyaient hors d'atteinte : ils avaient laissé leurs armes avec les numéros de série de l'arsenal de la police fédérale pour passer un message de terreur aux travailleurs et aux pauvres. Mais les assassins ont été jugés et condamnés. Plus inattendu, les commanditaires ont été jugés et condam-

nés sévèrement la semaine dernière. Les deux frères Brazao, militants d'extrême droite - l'un député et l'autre commissaire aux comptes - organisaient un escadron de la mort au sein de la police, mêlant corruption, affaires, et exécutions sommaires.

Ce procès est une petite victoire, bien que fragile. Le massacre d'au moins 120 personnes dans les favelas de Rio en novembre dernier est venu rappeler la politique ouvertement raciste et répressive que mène déjà l'extrême droite : Claudio Castro, le gouverneur de l'État de Rio, est en effet un dirigeant du Parti libéral, le parti de Jair Bolsonaro, l'ancien président aujourd'hui emprisonné pour sa tentative de coup d'État en 2023.

Pour stopper l'extrême droite, il faudra bien plus que des condamnations en justice et des bulletins de vote.

TRISTAN KATZ • 02/03/2026

Dossier

8 MARS 2026

Pour faire face aux offensives antisociales qui pavent la voie à l'extrême droite, comme pour l'ensemble de nos droits,

Construisons un mouvement d'ensemble et défendons l'urgence de la révolution !



Plus que jamais, l'heure est à la lutte pour les droits de femmes partout dans le monde ! Les attaques patronales contre les travailleurs, incarnées par le budget 2026, vont particulièrement impacter les femmes. Les coupes claires dans les services publics – éducation, crèches, services sociaux et hôpitaux – auront des conséquences désastreuses sur les conditions de travail des salariées qui y sont majoritaires, comme nous l'expliquent Blandine et Coralie. Elles entraîneront des souffrances supplémentaires pour les usagères et usagers, surtout pour les plus fragiles socialement... On y retrouve majoritairement des femmes, la précarité se déclinant au féminin. L'exploitation forcenée des femmes comme main-d'œuvre s'accompagne aujourd'hui encore de leur exploitation et de leur maltraitance sexuelles, comme les nouvelles révélations nauséabondes de l'affaire Epstein n'en finissent pas de le montrer.

S'ajoute à cette situation un climat marqué par une progression et une offensive de l'extrême droite nationaliste et raciste, rassemblée autour de l'organisation Némésis, qui, sous la vitrine du féminisme, n'a cessé de multiplier les provocations depuis trois ans en s'imposant dans les manifestations du 22 novembre contre les violences sexistes et sexuelles (imputables aux immigrés selon elle !) et du 8 mars, sous la protection de la police. C'est d'ailleurs un rassemblement initié par Némésis qui a entraîné la rixe entre ses protecteurs fachos et des antifas à Lyon le 14 février, aboutissant au décès de Quentin Deranque. Depuis, s'est déchaînée une campagne de calomnie menée par le gouvernement, les politiciens de droite et du RN, dénonçant la prétendue violence de « l'extrême gauche » incarnée par LFI. Mais nous savons et affirmons que le danger mortel pour les travailleurs est bien celui de l'extrême droite, qui a à son actif

de nombreux meurtres de travailleurs immigrés. Face à ces régressions et aux discriminations de toutes sortes charriées par le capitalisme, les communistes révolutionnaires que nous sommes se mobiliseront dans la rue le 8 mars pour dire que les droits des femmes ne sont pas négociables. Que les travailleurs, les femmes comme les hommes, ont tout à gagner à lutter contre les divisions entretenues par ce système, et contre leurs ennemis communs que sont les patrons et les bourgeois... de toute nationalité et de tout genre ! La seule perspective pour en finir avec les inégalités et les oppressions est le renversement révolutionnaire de cette société et des gouvernements à son service.

LILIANE LAFARGUE ET ARMELLE PERTUS

• 03/03/2026

La santé des femmes, sacrifiée sur l'autel de l'austérité dans la santé

Partout en France, des maternités ferment. Les temps de trajet augmentent, condamnant les femmes à accoucher parfois dans les voitures ou sur les parkings. Ou aux urgences, faute de place dans les services. Les centres d'IVG sont jugés non rentables car insuffisamment remboursés par la Sécurité sociale : les délais s'allongent, restreignent les choix des femmes, conduisent parfois même à un renoncement. Quant aux centres de procréation médicalement assistée, même si Macron en fait la pub dans sa lettre pour le « réarmement démographique », ils sont déjà complètement dépassés. La situation est encore pire en Outre-mer : en Guyane, par exemple, les centres de PMI, premier maillon de la santé des femmes, ne fonctionnent plus faute de moyens et de soignants, laissant les femmes sans contraception, sans suivi de grossesse et sans accompagnement post-partum. La mortalité maternelle et infantile y est plus de trois fois supérieure à celle de l'Hexagone.

Mais c'est aussi la politique de déremboursement qui frappe le plus durement les femmes. Le gouvernement vient d'augmenter les forfaits urgences et hospitaliers de 20 à 23 euros (15 à 17 euros en psychiatrie), la participation forfaitaire aux actes coûteux passera de 24 à 32 euros, et les tarifs journaliers de prestations augmenteront

de 5 %. C'est priver de soins les plus vulnérables et condamner tous les autres à une hausse à venir des cotisations aux complémentaires santé. Les « familles monoparentales » étant quasiment toujours des mères célibataires, l'augmentation du reste à charge, y compris pour un simple passage aux urgences pédiatriques, va forcément peser avant tout sur les travailleuses. Sans compter que le gouvernement vient de franchir un cap dans l'abject en durcissant les conditions d'accès à l'AME, seul recours aux soins pour les personnes étrangères en situation précaire, dont une très grande proportion de femmes qui pour beaucoup ont déjà vécu l'enfer.

Les femmes sont également les plus touchées par les problèmes de santé mentale – soi-disant « grande cause nationale », alors que les centres médico-psychologiques (CMP) sont chroniquement sous-dotés et surchargés. Mais aussi par le handicap et la perte d'autonomie liée à la vieillesse. Si la déconjugalisation de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) était une avancée notable, permettant aux femmes handicapées de moins dépendre de leur conjoint, son montant en 2026 reste indécemment : 1 033 euros par mois, sous le seuil de pauvreté – un montant maximal, du reste, que presque personne ne touche. Quant aux femmes âgées, elles subissent de plein fouet

la réforme des retraites, pendant que le secteur du maintien à domicile et des Ehpad est livré à la merci de la rapacité des capitalistes, au détriment des patientes, et des travailleuses qui y sont surexploitées.

Car, dans un secteur féminisé à plus de 90 %, toutes ces attaques frappent les femmes deux fois : en tant qu'usagères et en tant que travailleuses. Avec la pénibilité, les horaires à rallonge, y compris les nuits et les week-ends, les salaires de misère et le sous-effectif organisé par les directions, les travailleuses de la santé paient le prix fort de l'austérité des services publics. Sans oublier que les très mauvaises conditions de travail dégradent les soins et les relations avec les patients.

Alors notre féminisme à nous, c'est l'augmentation des salaires et des pensions, des embauches massives dans tous les services et l'accès aux soins gratuits et inconditionnels pour tous et toutes !

BLANDINE CHAUVEL • 03/03/2026



L'école au régime sec : l'austérité frappe !

Coralie, candidate aux élections municipales à Nanterre, raconte comment le nouveau budget asphyxie encore plus l'Éducation nationale.

Le budget austéritaire se traduit très concrètement dans nos écoles. Récemment, on a parlé de presque 4 000 suppressions de postes dans l'éducation ! Une fermeture de classe, ce sont immédiatement des effectifs qui augmentent dans les autres. Car pour les services de l'Éducation nationale, la logique comptable prime toujours sur la logique pédagogique : au lieu de profiter des baisses démographiques pour faire baisser le nombre d'élèves par classe, ils l'augmentent !

Le manque de moyens humains est devenu structurel. Les remplacements ne sont plus assurés correctement : lorsqu'un collègue est absent, les élèves sont répartis dans les autres classes, ce qui alourdit encore les effectifs et dégrade les conditions d'apprentissage. L'inclusion d'élèves en situation de handicap est affichée comme une priorité, mais sans accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) en nombre suffisant ni formation adaptée. Tout cela a un impact direct sur la qualité de l'accueil des enfants, en particulier ceux issus des milieux populaires, qui sont les premiers pénalisés.

L'éducation est un secteur très féminisé et peu valorisé sur le plan salarial. Quand les rémunérations stagnent et que les conditions de travail se dégradent, cela touche principalement les femmes. Et lorsque l'école, la santé ou les services sociaux sont affaiblis, les femmes compensent dans la sphère familiale. Elles sont 11 % à occuper des temps partiels contre seulement 4 % des hommes.

La charge de travail a aussi augmenté ces dernières années. Il faut faire plus, avec moins. Cette intensification du travail a des conséquences

réelles sur la santé du personnel, très majoritairement des femmes donc, surtout dans le premier degré. Les équipes sont exsangues : il y a davantage d'arrêts maladie, d'épuisements professionnels, de demandes de temps partiel pour tenir. Des études montrent que le burn out chez les enseignants est d'environ 17 % - contre 10 % dans les autres professions - et qu'il touche davantage les femmes.

Dans notre ville, Gennevilliers, nous avons créé un collectif, formé dans la chaleur de la lutte en 2023, regroupant enseignants et parents d'élèves, principalement des mères. Le collectif prépare d'ores et déjà la bagarre à venir... Il ne manque pas de raisons de se battre !

Pour de réelles améliorations, il faudrait une revalorisation salariale sans contrepartie, une baisse significative des effectifs par classe et des moyens à la hauteur des besoins... Mais ces avancées ne viendront pas d'elles-mêmes. Elles dépendront de notre capacité à construire un rapport de force favorable, à unir le personnel et les parents et à inscrire la défense de l'école publique dans une mobilisation plus large.

Ce n'est pas en luttant chacun dans notre coin que nous ferons trembler une institution offensive contre ses salariés depuis des années. Pour contrer ces plans austéritaires et cette politique qui entraîne et aggrave les inégalités sociales, il faudra qu'on s'y mette tous et toutes ensemble, en prenant le chemin de la rue et de la grève.

CORALIE TISZA • 02/03/2026

LES HOMMES AU FRONT... LES FEMMES EN GRÈVE

Au printemps 1917, en pleine Première Guerre mondiale, la bourgeoisie française s'acharne à poursuivre un conflit meurtrier. Mais les prolétaires envoyés au front, eux, s'épuisent. Ils commencent à se révolter contre une guerre qui n'est pas la leur. « *On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels* » dit plus tard Anatole France ; c'est bien l'état d'esprit qui domine en ce début d'année 1917. L'offensive ratée du Chemin des Dames est le carnage de trop. Tandis qu'une colère sourde se fait sentir chez les soldats, les ouvrières restées à l'arrière ne sont pas en reste.

Ces femmes, si elles ne meurent pas dans les tranchées, ont bien des raisons de revendiquer, notamment à propos des salaires de misère qui ne permettent plus de vivre. C'est ce que mettent en avant les ouvrières du textile, dites les « *cousettes* », petites mains des ateliers de couture. 250 d'entre elles, travaillant pour la maison Jenny, apprennent qu'elles sont mises au chômage technique un jour par semaine... non payé. Apprenant également que leurs consœurs anglaises seront payées pour ce jour chômé, elles décident d'arrêter le travail pour demander des conditions égales. Leur mutinerie à elles, c'est la grève !

Une grève qui fait tache d'huile, puisque, mi-mai, d'autres secteurs rejoignent le mouvement. Des vendeuses aux dactylos, la contestation s'étend. Mais ce qui fait le plus peur au patronat, au gouvernement - et même aux syndicats - c'est bien la mise à l'arrêt des usines qui soutiennent l'effort de guerre. L'entrée dans le mouvement des métallurgistes, et plus précisément de celles qu'on appelle les « *munitionnettes* », provoque la panique dans la grande bourgeoisie : au sommet de l'État, on menace de réquisitionner les usines d'armement. Mais, face à la détermination des ouvrières, le patronat joue finalement la carte de la négociation. Les grévistes gagnent des augmentations de salaire et « *la semaine anglaise* », c'est-à-dire un jour de congé payé.

Ces grèves de femmes - parmi les plus importantes de l'histoire - ont ébranlé la « *défense nationale* ». Quelques mois plus tôt, leurs sœurs russes, à l'origine de la révolution, ont ouvert la voie... et s'y sont engouffrées jusqu'au bout !

MONA NETCHA • 03/03/2026



L'extrême droite, un danger pour les femmes

Avec la mort de Quentin Deranque, Némésis a gagné en notoriété. Ce groupe se réclame du féminisme pour servir un agenda raciste. Ces militantes désignent les étrangers, les Noirs et les Arabes comme une menace. Elles présentent l'extrême droite comme l'unique défenseuse des femmes. Cette stratégie masque difficilement un projet hostile aux droits des femmes.

LE VERNIS FÉMINISTE CRAQUELÉ...

Bardella, lui aussi, affirme que son parti défend les femmes. Lors des législatives, il avait pondu une vidéo présentant Le Pen comme favorable à l'IVG, alors que des élus RN avaient voté contre l'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution. Il affirmait surtout que protéger les femmes « *françaises* » passait par la lutte contre l'immigration, sans jamais rien dire du sort des migrantes. Plus récemment, le député RN Jean-Philippe Tanguy a proposé de rouvrir les maisons closes. Derrière des bordels dits « *progressistes* », l'objectif restait de banaliser la marchandisation du corps des femmes.

... CACHE MAL LE SEXISME

Au Parlement européen, Bardella et ses alliés refusent de soutenir des textes sur les droits des femmes, notamment l'IVG. Parmi leurs partenaires figurent Meloni et Orbán, opposés à l'avortement et promoteurs d'une vision traditionaliste de la famille, faisant de la maternité un devoir quasi patriotique (mais pas pour les lesbiennes !). Orbán a même organisé plusieurs fois à Budapest un sommet de la natalité réunissant des représentants ultra-réacs d'un peu partout.

Partout où l'extrême droite est au pouvoir, les femmes les plus fragiles, migrantes, lesbiennes et trans, voient leurs droits restreints tandis que progressent les politiques racistes et antisociales. L'extrême droite est au service des intérêts patronaux, certainement pas de ceux de la population, encore moins des femmes.

MARINETTE WREN • 03/03/2026

TROIS JOURS DE GRÈVE SAUVAGE AU TECHNICENTRE DES ARDOINES (VITRY, 94) : AUX GRÉVISTES DE DÉCIDER !



Les cheminotes et cheminots du technicentre (atelier) des Ardoines (Vitry-sur-Seine, Val-de-Marne) assurent la maintenance des trains de la ligne C du RER, un matériel vieillissant, avec de nombreuses pannes. Comme partout dans cette filière « matériel » de la SNCF, la direction cherche à intensifier le travail.

LA RÉORGANISATION : TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER MOINS

Dans ce technicentre d'environ 250 salariés, une réorganisation a été annoncée il y a quelques mois, prévoyant une

cinquième nuit de travail, celle du dimanche au lundi, pour les équipes qui sont en 2x8. Cette nuit supplémentaire réduit considérablement le week-end, avec le dimanche en « repos prise de nuit ». On imagine l'impact sur la vie personnelle.

Cette réorganisation impacte aussi la rémunération, car les ouvriers concernés ne pourront plus accepter les astreintes « au volontariat » la journée du dimanche, qui mettaient un peu de beurre dans les épinards.

De quoi déclencher la colère de toutes les équipes du technicentre, qui a pris la forme de trois jours de grève sauvage très suivis, du dimanche 15 au mercredi 18 février.

L'APPRENTISSAGE DANS LA LUTTE

Ces trois journées de mobilisation ont été l'occasion de nouer des liens entre les différentes équipes d'ouvriers, ainsi qu'avec les jockeys (qui conduisent des trains à l'intérieur du technicentre) et les aiguilleurs. C'est tous ensemble que les grévistes ont pu mesurer leur force, face à une direction qui jurait qu'elle ne céderait pas, allant jusqu'à menacer le site de fermeture si la réorganisation ne passait pas. Les grévistes ont démasqué ce bluff et obtenu des concessions. Ils ont également tenu collectivement face aux menaces de sanctions et aux mises en demeure de reprendre le travail, communiquées par un huissier de justice présent sur les lieux.

Les grévistes ont aussi pu faire l'expérience de la démocratie dans la lutte. Le mouvement a été placé sous le contrôle d'assemblées générales qui se sont parfois réunies plusieurs fois par jour. Les délégations reçues par la direction pour négocier étaient désignées en AG et avaient un mandat précis, n'en déplaise aux dirigeants syndicaux du technicentre, peu habitués à ce genre de méthode.

BILAN DE LA MOBILISATION

Ces liens de solidarité et l'expérience gagnée dans l'action sont des acquis de ce mouvement, au moins autant que les concessions revendicatives arrachées par la grève. Il faudra les entretenir.

La réorganisation est malheureusement passée. Il aurait fallu une mobilisation plus puissante pour la repousser. Dès le début, les grévistes s'étaient donné l'objectif d'obtenir des compensations, notamment financières. De ce point de vue c'est une victoire : la direction s'est engagée à verser 60 euros de prime par cinquième nuit travaillée (donc deux fois par mois) et une augmentation de la prime de travail pendant un an (environ 50 euros net par mois). Les retenues des jours de grève seront étalées sur trois mois et aucune sanction ne pourra être prise contre les grévistes.

Le travail a repris avec la fierté d'avoir fait plier la direction et avec l'envie de se mobiliser sur d'autres problèmes, qui ne manquent pas. La direction réfléchira à deux fois avant d'imposer une autre réorganisation.

LUCIEN ASTIER ET INA • 28/02/2026

À la SNCF, des patrons licenciés comme les autres

Petit coup de tonnerre à la SNCF : la direction vient d'annoncer le licenciement sec de vingt cheminots sur la ligne L de Paris-Saint-Lazare, quand bien même certains bénéficiaient du « statut cheminot » censé garantir la sécurité de leur emploi. Certes, cette sécurité était déjà toute relative, puisque la direction utilisait de plus en plus le motif « disciplinaire » pour licencier et qu'une partie de plus en plus importante des cheminots ne bénéficient pas de ce statut (dont tous les nouveaux embauchés depuis le 1^{er} janvier 2020).

Le tort des vingt cheminots licenciés ? Avoir refusé leur « transfert » dans la filiale de la SNCF qui a gagné l'appel d'offre pour exploiter, à partir de décembre prochain, la ligne L du Transilien dans le cadre de l'ouverture à la concurrence du ferroviaire.

La direction cherche à transférer dans cette filiale 800 cheminots travaillant aujourd'hui, et parfois depuis des dizaines d'années, à Saint-Lazare... sans leur donner aucune garantie sur la future organisation du travail. La seule certitude, ce sont les menaces d'attaques distillées depuis plusieurs mois : augmentation de la durée du travail



(jusqu'à une heure par jour) et du nombre de tâches pour les conducteurs (passage-nettoyage dans les rames, garage et manœuvres en technicentre...), gel des rémunérations, création d'un nouveau métier « à tout faire » ultra flexible pour remplacer les agents de gare et les contrôleurs...

Les cheminots qui ont refusé de signer un tel transfert à l'aveugle se voient aujourd'hui

licenciés pour ceux qui travaillaient déjà plus de 50 % du temps sur la ligne L. Et ce en toute « légalité », puisque c'est une disposition opportunistement offerte par l'État dans le cadre de l'ouverture à la concurrence. Celle-ci se montre de plus en plus pour ce qu'elle est : une entreprise coordonnée du patronat du transport pour attaquer les conditions de travail de tous les travailleurs du rail, tout en

cherchant à les diviser entre entreprises ou même filiales internes à la SNCF.

Ces licenciements sont d'autant plus scandaleux que le sous-effectif est palpable sur toutes les lignes, et que ce ne sont pas les postes qui manquaient pour recaser les cheminots refusant leur transfert, ne serait-ce qu'à Saint-Lazare ! Mais la direction de la SNCF cherche à faire un exemple, la ligne L étant son laboratoire pour la prochaine ouverture à la concurrence de toutes les lignes d'Île-de-France.

Face à ces attaques, les cheminots de Saint-Lazare n'ont pas dit leur dernier mot. Depuis plusieurs mois, la résistance s'organise avec plusieurs journées de grève et la création de liens précieux entre les collègues concernés par le transfert. Avec la conscience qu'il n'y aura pas de porte de sortie individuelle, mais qu'il faudra se battre et s'organiser collectivement pour se défendre face aux attaques actuelles et futures de la direction, et à ses tentatives de division.

CORRESPONDANTS • 03/03/2026

Cheminots, pas flics !

Jeudi 19 février, le ministre des Transports, Philippe Tabarot, a publié un décret autorisant « à titre expérimental » les agents de sûreté SNCF et RATP à être équipés de tasers pour une durée de trois ans. Ces armes seraient « une réponse proportionnée » face aux violences.

Un des buts affichés est donc de « réduire le recours aux armes à feu », en incitant à utiliser ces armes dites « non létales ». Mais les forces de l'ordre ont déjà tué en faisant l'usage de taser, comme Kyllian Samathi, un homme de 30 ans mort en janvier 2024. L'expérience prouve que les coups de taser et autres flashball s'ajoutent à l'usage des armes de poing sans les remplacer.

Les entreprises du transport (dont la SNCF ou la RATP), qu'elles soient à moitié publiques ou à moitié privées, pratiquent la gestion capitaliste en vue de dégager des profits. La qualité de service en pâtit : les billets sont de plus en plus chers et les seuls salariés avec lesquels il est possible d'interagir dans les transports bondés sont des contrôleurs, sous pression d'objectifs chiffrés. Cela favorise un climat de tension aussi bien pour les usagers que pour les travailleurs du transport qui sont en première ligne.

Récemment, la direction de la SNCF a proposé aux agents de contrôle une caméra-piéton, en utilisant les mêmes arguments sécuritaires. Transformer les agents de

contrôle en flics ne va pas apaiser les relations dans les transports. Par contre, la gratuité et des embauches pour améliorer le service aux usagers et les conditions de travail des agents seraient un premier pas dans ce sens.

JULIE DEVRIM
• 03/03/2026



À Cenexi, le mouvement continue

« Vendredi 27 février, 12^e jour de grève à Cenexi pour les salaires – Permanence de la grève », est affiché sur le barnum rouge installé devant l'usine de production de médicaments de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne). Depuis le 13 février, il est déployé chaque matin, aux côtés des banderoles annonçant les revendications des grévistes : « Augmentation générale des salaires – 100 euros net pour tous », « 27 accidents de travail en 2025, 6 accidents du travail depuis le début de l'année : on ne veut pas mourir au travail ».

La grève a commencé à l'occasion des négociations annuelles obligatoires (NAO), au cours desquelles le PDG a proposé 20 euros brut d'augmentation de salaire. « Une insulte ! » Les conditions de travail sont, elles aussi, au cœur des revendications : les cadences, le matériel défectueux, les accidents du travail...

LA GRÈVE AUX GRÉVISTES

Du 13 au 23 février, la grève a été reconduite chaque jour en assemblée générale de grévistes (syndiqués ou non), sous l'impulsion de quelque 150 grévistes, dont une forte délégation est allée demander des comptes à la direction, a fait signer une pétition à près de 400 collègues des secteurs de production, s'est réunie pour écrire et publier un tract à destination des collègues, gérer la caisse de grève, faire le pointage des grévistes, téléphoner aux médias et discuter avec les habitants du quartier qui passent soutenir la grève. Que tant de grévistes s'organisent par leurs propres forces, à l'étonnement de certains syndicalistes, voilà qui ne s'était pas encore vu dans l'entreprise. Les grévistes ont pu compter sur l'aide de militants syndicaux d'entreprises proches (dont Sanofi), comme sur la visite de militants politiques (de Lutte ouvrière et bien sûr du NPA-Révolution-

naires qui publie depuis des années un bulletin dans cette entreprise).

Mais en dix jours, cette détermination et ce dynamisme ne sont pas venus à bout de la résistance patronale. À partir du 24 février, la grève totale a fait place à des débrayages d'une à trois heures, en début ou en fin de service, permettant de continuer à tenir une assemblée générale quotidienne. Si les modalités ont changé, la colère est restée intacte.

« Si les modalités ont changé, la colère est restée intacte. »

Même s'ils étaient moins nombreux qu'au début, des grévistes ont continué à se retrouver tous les jours en assemblée générale, convaincus que leur force résidait dans leur organisation, et qu'ils allaient devoir continuer à convaincre leurs collègues de rejoindre ce mouvement. « On voit que les débrayages marchent moins bien, et puis il y a les pro-



blèmes d'argent aussi, mais on voit qu'il n'y a que la grève qui peut vraiment bloquer la production ». Le 27 février, les grévistes ont voté la levée temporaire des débrayages. L'AG s'est donné l'objectif de poursuivre en organisant une journée de grève le 24 mars. Syndiqués ou non syndiqués, il s'agit de convaincre les collègues de renforcer la mobilisation, car les revendications ne sont pas satisfaites.

« ON LÂCHERA RIEN ! »

À Cenexi, les plus bas salaires sont autour de 2 000 euros brut, soit moins de 1 600 euros net : « dès le 10 du mois, on est dans le rouge ». Des revendications qui concernent tous les travailleurs et travailleuses. C'est pour ça que les grévistes sont allés distribuer un tract à destination des travailleurs de Fontenay-sous-Bois à la gare la plus proche.

« Syndiqués ou non syndiqués, il s'agit de convaincre les collègues de renforcer la mobilisation, car les revendications ne sont pas satisfaites. »

Des liens se renforcent aussi avec les travailleurs de Sanofi, dont la présence régulière sur le piquet est toujours appréciée. Prochaine étape, préparer la grosse journée de grève du mardi 24 mars prochain, continuer de se réunir et de s'organiser, car le mouvement continue !

CORRESPONDANTS • 1^{er}/03/2026

POUR VERSER DANS LA CAGNOTTE DES GRÉVISTES



« Les conditions de travail sont, elles aussi, au cœur des revendications : les cadences, le matériel défectueux, les accidents du travail... »

Orangina : il faut bien secouer le patron, sinon les travailleurs, ils restent en bas

La direction d'Orangina envisage de fermer l'usine de La Courneuve (Seine-Saint-Denis) d'ici à la fin de l'année, en forçant un peu plus de la moitié des 120 salariés à déménager dans le Loiret (à Donnery) et en licenciant les autres. Rien n'avait été cédé face aux premiers débrayages et rassemblements mi-novembre. La direction avait même menacé revenir sur une partie de ses propositions initiales, alors qu'elle a engrangé 120 millions d'euros de bénéfices l'an dernier!

Excédés, les travailleurs du site, qui avaient déjà ralenti la production, se sont mis en grève une fois de plus sur deux jours. Une trentaine d'entre eux ont accompagné les élus syndicaux au siège de la société à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine) le 19 février, pour une « ultime » négociation. Quelques-uns seulement sont restés dans l'usine, avec une poignée d'intérimaires contraints de tra-

vailer, mais sans pouvoir réellement la faire tourner.

L'union locale CGT de La Courneuve était au rassemblement, les seuls syndicats représentatifs du site étant FO et la CFE-CGC. Pendant que les délégués étaient en réunion, la DRH jouait à la maîtresse d'école avec les grévistes : interdiction d'entrer dans le hall du bâtiment, malgré une météo peu clémente, exception faite pour aller aux toilettes, mais un par un et à condition de bien figurer sur la liste constituée à cet effet.

Cette représentante de la direction en a profité pour tenter de justifier les indemnités misérables que la direction propose à ceux qu'elle veut jeter dehors. Il n'y aurait qu'une somme fixe (provisionnée depuis combien de temps ?) à répartir, somme qui serait déjà supérieure au minimum légal (merci patron !). Deux variantes seraient envisagées, la peste ou



le choléra : dans les deux cas, elles pénalisent les plus jeunes, mais aussi les plus anciens, en bloquant le calcul de l'ancienneté pour les indemnités extralégales à 24 ans. Cette tentative crasse de division n'a pas pris et ces provocations ont révolté les grévistes.

Ni la région, ni le ministère de l'Économie, ni le maire de La Courneuve n'ont sou-

haité répondre à une sollicitation de table ronde pour trouver une autre solution qui permettrait de sauver les emplois dans la ville. Comme quoi, il n'y a rien à attendre des institutions qui ont certainement, par le passé, répondu avec plus d'entrain aux sollicitations du patron pour décrocher des subventions, mais qui sont aux abonnés absents quand il jette à la rue les ouvriers dont il n'a plus besoin.

À l'issue de ces négociations, la direction a annoncé qu'un accord « final », non négociable, devra être signé dès qu'il sera soumis aux élus. Les grévistes n'ont pas dit leur dernier mot.

PIERRE MATTEI • 1^{er}/03/2026

Scafouillage européen

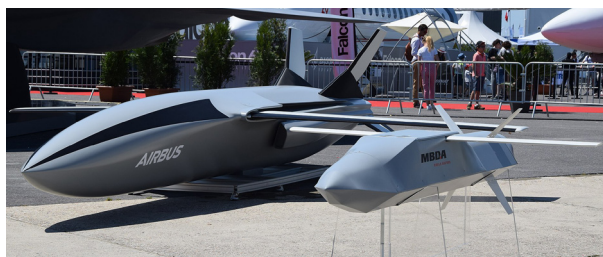
Le projet européen de système de combat aérien du futur (Scaf) prend l'eau. Dassault et Airbus se chamaillent pour savoir qui dirigera la conception et la production de cet avion, au grand dam des gouvernements français et allemand qui ont longtemps défendu une collaboration pour partager les coûts et être compétitifs face aux États-Unis et à la Chine.

C'EST QUI LE PATRON ?

Avant même ces disputes, chacun restait frileux à l'idée de partager avec l'autre ses secrets industriels. Pour ces gens-là, c'est « toi d'abord » pour les efforts et « moi d'abord » pour les bénéfices. Ce qui a crashé le projet, c'est de savoir qui sera le commandant et donc en tirera le plus de profits. Parce qu'il serait le seul à savoir le faire et qu'il voudrait le rester, Dassault, par la voix de son PDG Éric Trappier, se posait en concepteur tout indiqué. Airbus voulait partager à parts égales la responsabilité entre les trois pays impliqués dans le projet : la France, l'Allemagne et l'Espagne. Par coïncidence, la France était représentée par Dassault, l'Allemagne et l'Espagne par Airbus. Cette répartition démocratique lui aurait garanti les pleins pouvoirs. Quand on a l'habitude de commander, pas facile de laisser la main !

CHACUN SON JOUJOU

Pour autant, personne ne veut renoncer à construire l'avion du futur. Airbus se cherche de nouveaux amis, notamment du côté italien. De son côté, Dassault envisage un avion franco-français. Et comme pour enfoncer un dernier clou dans le cercueil de ce projet, les dirigeants français et allemands semblent eux-mêmes reprendre l'idée de deux



avions : la France souhaiterait un avion capable de décoller d'un porte-avion et de porter l'arme nucléaire, ce dont l'Allemagne n'a pas besoin. Pas d'inquiétude pourtant, chaque État subventionnera son champion et garantira lui-même les commandes, en dépensant des fortunes ou, comme Macron le fait si bien, en jouant les commerciaux à l'étranger.

LE BON ET LE MAUVAIS CHASSEUR ?

Certains, dans les directions syndicales, semblent avoir choisi leur champion : IG Metall, syndicat allemand de la métallurgie, demande à ses ministres de rompre avec Dassault et la CGT de l'usine de Cergy défend le point de vue de Trappier. Les travailleurs, eux, n'ont bien sûr aucun parti pris dans ces querelles et leur résolution, ni aucune solidarité avec les patrons ou de conseils aux gouvernements. Un avion ou deux, ce sont toujours des engins de guerre de trop. Dassault ou Airbus, seuls ou ensemble, ces patrons nous feront la guerre. Rien ne nous garantit nos emplois et des salaires décents, sinon nos luttes.

MARINETTE WREN • 03/03/2026

SEB

2 100 LICENCIEMENTS, DONT 500 EN FRANCE

Le fabricant d'électroménager SEB annonce 2 100 licenciements à venir, dont 500 « départs volontaires » en Isère, en Mayenne, en Haute-Savoie et dans le Rhône. L'Allemagne, le Brésil, l'Égypte et la Turquie seront plus durement touchés. Difficile de justifier ces attaques pour ce groupe industriel aux 8,17 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2025. Si le bilan chute légèrement de 1,2 %, son bénéfice net a augmenté de 5,6 % pour un joli pactole de 245 millions d'euros. Mais sous prétexte d'une concurrence asiatique à plus bas coûts (alors même que le groupe compte déjà une dizaine d'usines en Asie) et d'une opportunité vue à travers l'IA pour « rationaliser » la production, il s'agit de comprimer toujours plus les effectifs.

Surtout, l'attaque contre les travailleurs trouve comme prétexte un trou dans les caisses, causé par une amende 190 millions d'euros, infligée par l'Autorité de la concurrence pour « entente sur les prix entre industriels et distributeurs ». Même quand les brigands capitalistes se font pincer, ils font payer la note aux salariés. Et loin d'être mis au ban par les actionnaires pour ces pratiques - certes largement courantes dans l'industrie -, SEB a vu le cours de son action bondir de 10 % à la bourse de Paris l'heure suivant son annonce de licenciements. Les capitalistes ne créent aucune richesse, ils sèment juste la misère en licenciant les travailleurs dont ils estiment pouvoir se passer, et essorent d'autant plus ceux qui restent.

CORRESPONDANT • 03/03/2026

À Rouen, le collectif des MNA est toujours là !

Après plus d'un an d'organisation et de luttes, le collectif des jeunes mineurs et majeurs isolés de Rouen a décidé de lancer une nouvelle série d'initiatives de mobilisation afin de remettre en lumière l'impasse dans laquelle les enferment le rectorat de Normandie et l'aide sociale à l'enfance (ASE) du département de Seine-Maritime.

La présomption de minorité ayant disparu au fil des années, en raison des politiques racistes et austéritaires, il leur faut batailler durant des mois de procédures juridiques

pour espérer obtenir leur prise en charge par l'ASE. Ils sont alors privés de scolarisation, en dépit de toutes les conventions internationales signées par l'État français et perdent des mois, des années parfois, d'un temps précieux pour leur cursus scolaire.

Depuis plusieurs mois, tous les rendez-vous avec le centre d'évaluation pour les élèves allophones (Casnav), qui permettent de jauger le niveau scolaire de ces jeunes, venus pour la plupart de pays d'Afrique subsaharienne ou d'Asie du Sud, sont gelés, alors

même que la défenseure des droits juge cette pratique illégale.

Une réunion publique a rassemblé plus d'une centaine de soutiens le 11 février, un vrai succès. Il y a été annoncé un rassemblement devant le rectorat de Rouen le 11 mars prochain, à 15 heures, pour rappeler à la rectrice ses obligations. Cette réunion publique a aussi été l'occasion d'interpeller le maire PS, Nicolas Mayer-Rossignol, en campagne pour sa réélection, venu claironner que la municipalité hébergeait sur ses fonds propres

depuis six mois une vingtaine de mineurs non accompagnés (MNA) à l'hôtel, mais sans préciser que cela avait été arraché par la lutte, et surtout sans s'engager sur l'après mois de mars.

Il sera évidemment inacceptable, pour le collectif comme pour tous ses soutiens, que ces jeunes se retrouvent de nouveau à la rue... quel que soit le résultat des municipales.

CORRESPONDANTE • 03/03/2026

Retrouvez ci-dessous la profession de foi de nos listes ouvrière et révolutionnaire :

Votez et faites voter pour les listes « ouvrières et révolutionnaires ! »

Pour que travailleurs et travailleuses décident de tout.

Notre liste est composée d'ouvriers, employés, soignants, cheminots, enseignants, étudiants, en activité, en retraite ou au chômage à l'image des millions qui produisent toutes les richesses. Qui est essentiel au fonctionnement de la société ? Qui aide, soigne, nettoie, produit ce qui est utile à tous ? C'est grâce à nous, les travailleurs et travailleuses, que la société fonctionne, face à un patronat uniquement soucieux de ses profits.

Aujourd'hui, c'est partout l'augmentation des budgets militaires contre les budgets sociaux (éducation, logements, santé...). Macron et ses généraux nous préparent à la nécessité de mener les guerres qu'ils décideront. Nous connaissons la musique : ce sont toujours les classes populaires qui se serrent la ceinture et qu'on envoie au casse-pipe pour défendre les profits des banquiers et des industriels !

Nous représentons dans ces élections les travailleurs et travailleuses qui relèvent la tête, luttent et résistent contre une barbarie impérialiste de plus en plus menaçante et guerrière.

Sans notre travail, les « puissants » ne sont rien, ensemble nous pouvons tout bloquer !

Les patrons et les gouvernements qui les servent emploient la force, voire la terreur comme la police anti-immigrés de Trump. La guerre contre les immigrés, c'est la guerre contre tous les travailleurs pour nous diviser et nous attaquer tous. Mais la riposte de la population de Minneapolis pour défendre les immigrés montre la voie : accueil et protection des sans-papiers, barrages contre les flics et appels à la grève. Ici, contre Macron et les patrons, nous pouvons aussi nous organiser. Les mobilisations et les grèves existent, pour nos salaires et nos retraites, contre les licenciements, mais elles manquent de coordination à l'échelle du pays.

Après la lutte contre la loi Travail sous Hollande, puis la révolte des Gilets jaunes, il y a eu la lutte pour les retraites en 2019 et en 2023, avec des manifestations imposantes et déterminées. Elles ont inquiété le pouvoir sans le faire craquer parce que les travailleurs en ont laissé la direction à une intersyndicale suspendue aux débats parlementaires. Seul un mouvement d'ensemble, une grève générale où les travailleurs décident de leur lutte, peut changer la situation : c'est nous qui nous battons, c'est nous qui décidons !

Face à la brutalité capitaliste, il faut renforcer les révolutionnaires

Dans ces élections municipales, les partis institutionnels qui briguent la gestion capitaliste des grandes villes ont le culot de faire campagne pour des cités plus fleuries et plus apaisées. Des fleurs... côté jardin ! Mais des bombes

côté cour : tous soutiennent l'augmentation des budgets militaires et le pouvoir de milliardaires qui possèdent tout.

À tous les niveaux du pouvoir, PS et EELV mènent ou ont mené des politiques anti-ouvrières. La France insoumise sème l'illusion d'un capitalisme à « visage humain » sans s'attaquer à la racine du mal : le pouvoir exorbitant que possèdent les capitalistes de décider de ce qui est produit et comment, sur les dos des travailleurs. Nous défendons au contraire une société communiste débarrassée de toute forme d'exploitation et d'oppression.

Le vote ouvrier et révolutionnaire, c'est le vote de la révolte et de l'espoir

Ce n'est pas un bulletin de vote qui changera notre sort. Le jeu est truqué. Les Arnault, Dassault, Mulliez, Saadé, Bolloré et bien d'autres, milliardaires et exploiters du monde entier, ne sont pas élus, mais ce sont eux qui font la loi, celle du plus fort, à l'image de leur ami Trump. C'est la dictature du capital. À nous de lui opposer la force des travailleurs, celle que nous donne notre nombre et notre place pour faire tourner cette société. Nous pouvons aussi compter sur la jeunesse qui, dans bien des pays du monde, se révolte et veut en finir avec une société malade du capitalisme et de ses guerres incessantes.

Au venin raciste de l'extrême droite et des gouvernements successifs depuis 40 ans, notamment contre les musulmans ou supposés l'être, à toutes les formes de nationalisme et de protectionnisme qui ne protègent que les exploiters du travail humain, à toutes les politiques anti-ouvrières réactionnaires qui voudraient ériger des murs et des frontières entre les travailleurs, il faut y opposer la solidarité du monde du travail ainsi que des perspectives révolutionnaires et internationalistes.

→ Voter et faire voter pour les listes « ouvrière et révolutionnaire » :

- C'est exprimer son rejet des amis de Macron et de tous ceux qui rêvent d'être à sa place, à droite ou à l'extrême droite, pour servir la rapacité des patrons.

- C'est dire qu'il faut s'organiser pour combattre le capitalisme. La gauche n'aspire qu'à gérer les affaires de nos exploiters et n'hésite pas à nous imposer elle-même les sacrifices exigés par la bourgeoisie.

- C'est affirmer en priorité nos espoirs dans les mobilisations et l'organisation des exploités et des opprimés qui n'ont jamais pu compter que sur leurs propres forces pour bouleverser le monde.

Face aux guerres qui menacent, débarrassons-nous du capitalisme

Guerre en Ukraine, génocide à Gaza, agressions et menaces militaires de Trump... Les rivalités entre grandes puissances mettent déjà le monde à feu et à sang. Mais, partout dans le monde, nous sommes des millions, frères et sœurs de lutte, à nous opposer à ce monde d'injustices et de barbarie. L'espoir est du côté des manifestants en soutien au peuple palestinien dont nous sommes, des révoltés en Iran, au Maroc, au Népal ou à Madagascar, de la population aux États-Unis qui lutte contre la police anti-immigration de Trump. Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

DES MESURES D'URGENCE

POUR LE MONDE DU TRAVAIL

À IMPOSER PAR NOS LUTTES :

→ 400 EUROS NET D'AUGMENTATION POUR TOUTES ET TOUS

→ PAS DE SALAIRE, PENSION OU ALLOCATION INFÉRIEURS À 2 000 EUROS NETS

→ INTERDICTION DES LICENCIEMENTS et des suppressions de postes, dans le public et le privé

→ RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS, droit de vote pour tous à toutes les élections, liberté de circulation et d'installation !

Dans les conseils municipaux, nos élus seront la voix des classes populaires. Ils seront au service des luttes sociales et politiques nécessaires pour le droit au logement, le droit à l'éducation, l'accès à la santé et à des transports fiables et gratuits, mais aussi pour un monde sans misère et sans guerre. ■

Là où le NPA-R n'a pas de liste : VOTEZ LO

Dans les villes où il n'est pas présent, mais où il existe une liste de Lutte ouvrière, le NPA-R, qui est partisan du développement d'un pôle des révolutionnaires, appelle à voter pour celle-ci.

Nous présentons des listes dans

29 VILLES**& arrondissements****Angers****Nicolas CUISINIER, 22 ans :**

Je suis étudiant à l'Inspe d'Angers. Révolté par les injustices et les inégalités, je me suis d'abord engagé dans la mobilisation contre la réforme des retraites de 2023. Voir la force que pouvait représenter des millions de grévistes a renforcé mes convictions communistes et révolutionnaires.

Nouk LEMAREC, 21 ans :

J'étudie aux Beaux-Arts d'Angers, depuis les mobilisations sur le climat et contre les violences policières, ma volonté de renverser cette société d'exploitation n'a fait que s'intensifier : luttons pour un monde sans frontières ni patrons !

Bagnolet**Gilles TEXIER, 34 ans, enseignant :**

Je combats depuis des années avec mes collègues les gouvernements successifs qui taillent dans les budgets consacrés à l'éducation. Le manque de moyens qui impacte les personnels et les élèves entraîne un véritable tri social, qui sacrifie les enfants des classes populaires.

Lilia JAZIRI, 32 ans, aide-soignante :

Engagée dans le collectif Soignantes pour Gaza, je me bats au quotidien contre les mesures d'austérité qui détruisent les services de santé, épuisent les collègues et mettent en danger les patients.

Bordeaux**Esteban NADAL, 24 ans, étudiant :**

Convaincu des idées communistes lors de la campagne de Philippe Poutou en 2022, j'ai milité contre la réforme des retraites, le génocide en Palestine ou encore les coupes budgétaires. Face aux politiciens engravés qui ne roulent que pour les profits du grand patronat, seules les couches populaires unies dans la lutte peuvent renverser la table. Ils ont les milliards ? Nous sommes des millions !

Nora ZAKRI, 25 ans, interne à l'hôpital :

Aujourd'hui travailleuse dans la santé, j'ai commencé à militer à la fac, révoltée contre les oppressions, comme le sexisme et le racisme, que charrie cette société capitaliste. En travaillant à l'hôpital, mes convictions révolutionnaires n'ont fait que se confirmer, face aux conditions de travail, au manque de moyens... contre l'exploitation et les oppressions !

Gennevilliers**Sébastien BAROUX, 46 ans, postier :**

Je suis postier depuis 25 ans. J'ai toujours été militant syndical dans mon entreprise et sympathisant de l'extrême gauche. Si je suis engagé aujourd'hui avec le NPA-R, c'est pour regrouper les révolutionnaires des différentes entreprises et des différents courants, pour former un pôle des révolutionnaires capable de représenter les intérêts de l'ensemble des travailleuses et des travailleurs !

Ivry**Selma LABIB, 30 ans, conductrice de bus :**

D'abord engagée dans le combat féministe et antiraciste, l'expérience de l'exploitation patronale, mais aussi de la solidarité entre travailleurs, ont encore renforcé mes convictions communistes et révolutionnaires : luttons pour un monde sans frontières ni patrons !

Benoît CHAZERAND, 39 ans, cheminot :

J'ai lutté contre la casse du service public, de nos retraites et de nos conditions de travail avec la préoccupation d'organiser les collègues en assemblées générales et coordinations de grévistes, pour que les grévistes décident de leur propre mouvement.

Lille**Damien SCALI, 40 ans, cheminot :**

Je suis cheminot en 3x8. Un privilégié, comme disent les médias ? Non ! Les privilégiés, ce sont les multimilliardaires. Nous, les travailleurs, galérons avec des salaires trop faibles et pas assez de personnels. Depuis mes premières manifs contre l'extrême droite en 2002, je lutte pour les intérêts du monde du travail !

Anaïs GOURGAND, 26 ans, étudiante :

Au lycée et à la fac, je me suis révoltée contre la loi Travail et la chasse aux migrants par la gauche « socialiste », puis contre la sélection à l'université. La jeunesse est la flamme de la révolution et l'avenir de la société !

Nanterre**Thomas ESTEVES PEREIRA, 31 ans, travailleur dans le traitement des eaux :**

Je travaille dans une grande entreprise de traitement des eaux. Depuis tout jeune, je suis révolté par la catastrophe écologique produite par le capitalisme, et par l'exploitation honteuse des ressources et des humains à laquelle se livrent les grands groupes partout dans le monde. Je suis engagé avec le NPA-Révolutionnaires pour traduire cette indignation partagée par des milliers de jeunes et de travailleurs en action collective.

Nantes**Alexandre GAUVIN, 21 ans, étudiant salarié :**

Je travaille à côté de mes études, comme assistant d'éducation. C'est en voyant partout la même exploitation, mais aussi les liens de solidarité qui lui résistent, que j'ai décidé de me battre pour un monde sans frontières et sans patrons.

Sarah FERRON, 32 ans, enseignante :

Révoltée par les inégalités, j'ai commencé à militer il y a 10 ans lors de la lutte contre la loi Travail. Comme beaucoup de jeunes, j'ai enchaîné différents boulots pour vivre. Face à la précarité, il y a urgence à s'organiser !

Paris**Blandine CHAUVEL, 37 ans, assistante sociale à l'hôpital :**

À l'hôpital, on est, avec mes collègues, en combat permanent contre le sous-effectif, les salaires indignes, le manque de matériel, mais aussi pour l'accès aux soins pour tous... L'austérité totale à l'hôpital, c'est un choix du gouvernement, pour réserver des milliards au patronat et à l'armée. C'est criminel. Seules notre solidarité et nos luttes peuvent les faire reculer : comme avec les grèves des Urgences en 2020 où on s'est coordonnés au niveau national, avec le collectif « Soignants pour Gaza » qu'on a monté pour s'opposer au génocide en Palestine, ou encore avec notre mobilisation contre la chasse aux calots à l'hôpital, qui parle à bien d'autres secteurs aujourd'hui.

Rouen**Amaury RENAULD, 23 ans, étudiant :**

Amaury et l'ensemble des candidats luttent au quotidien pour les intérêts des travailleurs et des classes populaires. Le combat mené aux côtés des mineurs non-accompagnés qui se battent pour être logés et scolarisés, ou la lutte à la fac Pasteur contre le poison raciste en sont deux exemples récents.

Saint-Étienne-du-Rouvray**Noura HAMICHE, 51 ans, postière et conseillère municipale sortante :**

Noura Hamiche, postière et élue d'opposition, conduira notre liste. Face à l'angoisse de ne plus pouvoir payer son loyer ou ses traites d'emprunt, face à l'inquiétude vis-à-vis du racisme « ordinaire » de plus en plus décomplexé et aux violences et discriminations qui frappent les femmes, ils et elles proposent de s'organiser ensemble.

À Saint-Étienne-du-Rouvray, depuis 2014, les prises de position de notre groupe municipal se sont systématiquement fait l'écho des injustices et de la violence de notre monde. Et elles ont aussi popularisé les exigences et les droits des salariés et de la jeunesse face aux conséquences locales de politiques anti-ouvrières et antisociales.

Strasbourg**Clément SOUBISE, 38 ans, cheminot :**

C'est dans le mouvement contre le CPE, en 2006, que j'ai acquis la conviction que les travailleurs devaient défendre leurs intérêts par eux-mêmes. Aujourd'hui encore, je défends cette manière de faire de la politique par la grève et l'organisation collective. Nous avons la force de tout changer.

Loïse CORSINI, 27 ans, employée de la culture :

J'ai 27 ans, employée de bureau dans le spectacle vivant. À la fac, je me suis mobilisée contre la sélection puis avec les Gilets jaunes pour défendre le droit des travailleurs à vivre et non survivre. Le capitalisme ne nous offre aucun avenir : il faudra le renverser pour en construire un !

Mais aussi à Caen, Cenon, Grenoble, Marseille, Metz, Lyon, Rennes...

Retrouvez
l'actualité de
toutes les
campagnes →



Les 28 et 29 mars prochains auront lieu les rencontres nationales ouvrières (RNO) !

Organisées par le NPA-Révolutionnaires pour la quatrième année consécutive, ces rencontres réuniront des militantes et militants d'entreprises de nombreux secteurs pour échanger sur leurs conditions de travail, discuter des problèmes rencontrés dans leur activité politique et syndicale et se former collectivement pour mieux faire face aux attaques du patronat.

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons ! Derrière le slogan, comment envisager concrètement, dans les secteurs où nous intervenons, un réel contrôle sur la production pour mettre à mal le pouvoir des patrons ? Quelles réponses des travailleurs face aux plans de licenciements qui continuent de pleuvoir ? Comment militer comme militant révolutionnaire dans les syndicats ? Quelle est la nature de ces organisations et comment évolue-t-elle ? Comment contrer l'influence de l'extrême droite, et notamment du protectionnisme ?

Voilà quelques-uns des sujets que nous aborderons... Et, puisque les travailleurs n'ont pas de patrie, des militants internationaux, notamment d'Allemagne, d'Italie et d'Espagne, seront présents.

Un meeting du NPA-Révolutionnaires ouvert à toutes et tous se tiendra le samedi soir, autour de l'actualité des perspectives révolutionnaires.

Pour s'inscrire



DEMANDEZ LE PROGRAMME !



Pléniers du samedi

- » « C'est nous qui travaillons c'est nous qui décidons », que veut dire le pouvoir, le contrôle ouvrier, politique et économique ?
- » Sur les rapports entre syndicat et politique : quel positionnement politique des syndicats pour faire face aux enjeux de la lutte des classes ?
- » La nécessité de construire des groupes politiques dans les entreprises et le pôle des révolutionnaires : quelles collaborations entre militants ouvriers d'extrême gauche ?

Pléniers du dimanche

- » Vague de licenciements et fermeture de l'usine Stellantis Poissy : comment se coordonner avec d'autres entreprises en lutte ?
- » Protectionnisme et nationalisme économique : comment en discuter avec les collègues de travail et au syndicat ?
- » Comment combattre l'influence grandissante des idées d'extrême droite dans nos milieux de travail ?
- » Les problèmes de la répression dans les entreprises contre militants et travailleurs du rang : exemple de La Poste

Ces pléniers seront suivis chaque jour de **nombreux ateliers** en parallèle sur des thèmes variés comme :

- » la politique de IG Metall face aux licenciements en Allemagne ;
- » les grèves dans la métallurgie à Gênes ;
- » les grèves dans le nettoyage à Grenade ;
- » les travailleurs contre l'ICE aux États-Unis ;
- » la lutte pour la sécurité ferroviaire à partir des réactions aux accidents en Andalousie et en Grèce ;
- » les 80 ans de la Sécu et le salaire socialisé ;
- » la fabrique des travailleurs sans papiers l'utilisation patronale de l'IA au travail ;
- » le combat ouvrier contre le militarisme dans le secteur de l'armement ;
- » au-delà des NAO, les grèves pour les salaires ;
- » la mobilisation contre l'amiante et ses effets ;
- » la lutte contre la chasse aux calots à l'hôpital ;

et bien d'autres !

Un meeting combatif, à l'énergie communicative

Une énergie communicative que celle renvoyée le 19 février dernier par les plus de 400 jeunes et travailleurs rassemblés lors du meeting de lancement de la campagne électorale pour les municipales du NPA-Révolutionnaires en Île-de-France... et par les intervenantes et intervenants à la tribune. Des interventions qui ont rendu visibles la présence persistante de luttes, qui même si elles n'occupent pas le centre de la scène politique, montrent qu'une partie significative du monde du travail et de la jeunesse ne se laisse pas faire. C'est justement en ce sens qu'est intervenue en ouverture du meeting Charline, salariée de l'industrie pharmaceutique, en grève avec ses collègues pour l'augmentation des salaires.

Des bagarres qui se confrontent parfois avec ce que cette société capitaliste malade produit de plus révoltant, en termes de racisme par exemple. À ce titre, les interventions de Blandine Chauvel, hospitalière, tête de liste à Paris, et de Majdouline, hospitalière mise à pied pour huit mois pour avoir porté un calot, ont marqué les esprits en montrant le besoin d'une politique de classe et révolutionnaire contre le racisme. Hortense, étudiante et militante du NPA Jeunes Révolution-



naires a fait entendre à la fois la force de la révolte propre à la jeunesse et a montré à quel point les révolutionnaires ont besoin de telles forces vives. Gaël Quirante, postier licencié et porte-parole du NPA-R a souligné avec ironie à quel point l'offensive de la classe dirigeante autour de la mort du militant d'extrême droite à Lyon avait tenté d'inverser la responsabilité de la violence, nourrie par la classe dirigeante et par

ses serviteurs politiques, au premier rang desquels l'extrême droite, mais aussi tous ceux qui lui pavent la voie. Selma Labib, conductrice de bus et porte-parole du NPA-R, a dressé un tableau de la situation internationale qui ne pouvait qu'appeler à une conclusion : il faut s'organiser et renverser cette société !

Pour finir ce résumé, laissons la parole à Sébastien Baroux, postier, tête de liste à Gennevilliers :

« J'habite et je travaille dans cette belle ville ouvrière de Gennevilliers, 50 000 habitants et presque autant d'emplois [...]. On est fiers parce que nos candidates et nos candidats représenteront notre classe, notre classe ouvrière : postiers, livreurs, éducatrices en crèche, assistantes maternelles, vendeurs... et des jeunes dont on a tant besoin en ce moment et qui aident les résistances ouvrières [...]. Nous, le NPA-R, on dira à tout le monde dans ces élections, que pour changer les choses, nous ne pourrions compter que sur nos luttes, que sur nos mobilisations. »

« Non-violence » ou violence révolutionnaire de masse ?

La campagne contre la France insoumise et ses électeurs se poursuit, avec l'appel à la démission du député Raphaël Arnault, ancien dirigeant du collectif antifasciste la Jeune Garde dissout en juin 2025 pour ses actions « violentes ». L'extrême droite et le gouvernement ne sont pas les seuls à vouloir la tête de Raphaël Arnault. C'est aussi le cas des anciens « alliés » du Nouveau Front populaire, comme François Ruffin ou Marine Tondelier.

Sandrine Rousseau profite de cette offensive contre les militants antifascistes pour défendre dans une tribune la nécessité de la « non-violence féministe » pour en appeler au fameux État de droit. L'État serait-il donc non-violent ? L'armée, la police, la justice, et plus généralement les institutions de la

bourgeoisie, ne sont donc que l'émanation d'un amour bienveillant ? Rousseau ajoute : « On ne lutte jamais contre les violences par la violence. » Les insurgés du ghetto de Varsovie en 1943, les travailleurs noirs combattant l'apartheid en Afrique du Sud ou les femmes du « Bloque Negro » organisant la chasse aux agresseurs au Mexique (et ceux pour lesquels ces luttes sont des exemples) seront ravis d'entendre cette leçon de morale.

L'État et l'extrême droite sont brutaux, à l'image de l'exploitation capitaliste qu'ils protègent. Les massacres de masse de l'État iranien tout comme les bombardements américains sont là pour le rappeler. Dans tous les exemples historiques, la violence est de leur côté. Sans fantasmer la riposte mino-

ritaire exclusivement située sur un terrain où les forces de répression excellent, c'est pour cela que les mouvements de masse qui les affrontent se dotent de services d'ordre et de milices élues... jusqu'à la mise sur pied d'une véritable Armée rouge après la révolution d'Octobre !

Le seul moyen de mettre fin à la violence politique comme sociale, c'est de mettre fin à la société de classe par le « renversement violent de tout l'ordre social passé » (Karl Marx). Laissons les fables autour de la non-violence aux amateurs hypocrites de discours finalement pas si beaux...

STEFAN INO • 03/03/2026

Convention Medef-France Universités : *partners in crime*

Le 12 février, les présidents du Medef et de France Universités ont signé une convention de partenariat. Que cachent donc les grandes phrases sur « les liens entre recherche publique et secteur privé » ?

Sur le fond, État et patronat sont d'accord : le tri social doit servir à envoyer les enfants des classes populaires au boulot le plus tôt possible. La matière grise formée à la fac via les caisses publiques doit se mettre au service des profits : innovations techniques et scientifiques finissent ainsi sous brevet privé et secret commercial.

Le bras de fer porte sur qui paiera la note. Le patronat veut que l'État prenne en charge les salaires au rabais des apprentis, alternants et doctorants qui franchissent la porte des entreprises. L'État quant à lui, sous couvert « d'autonomie » des facs, veut qu'elles se débrouillent pour se financer auprès du patronat local.

La convention prend acte de cette négociation. Au passage, elle permet au patronat de s'octroyer une place de choix dans le calibrage des formations et des financements : vice-présidence au développement économique, bureau des entreprises dans la fac, participation du Medef local aux cartes de formation, etc.

Pour leurs justifications bidons, on passera : la convention présente le job dating devant la machine à café de la fac et « l'entrepreneuriat étudiant » comme « la » solution au chômage des jeunes et au décrochage scolaire. Et pourquoi pas comme solution à la pauvreté dans le monde et à la crise climatique ?

La multiplication des offensives du patronat et de gouvernement, du « CDI jeunes » du Medef à la menace d'augmentation des frais d'inscription à l'université, visent à faire de la jeunesse de la chair à patron corvéable à merci. Les étudiantes et étudiants doivent se préparer à la riposte !

BENJAMIN PALKA ET ALEXIS MICSHEN

• 03/03/2026

L'UNION EUROPÉENNE VEUT AIDER LES FEMMES À AVORTER... SANS Y METTRE LES MOYENS

Suite à la pétition « Ma voix, mon choix », la Commission européenne donne l'autorisation aux États membres d'utiliser les fonds européens pour aider des femmes à avorter. Une mesure sur le papier, qui ne garantit en rien aux femmes l'accès à l'IVG.

Plus de 20 millions de femmes en Europe n'ont pas un accès sûr à l'avortement. En cause : les restrictions en Pologne et à Malte, le non-remboursement des soins en Allemagne, en Autriche, en Croatie, et, depuis 2021, au Portugal. En Hongrie, depuis 2022, un décret impose aux femmes qui veulent avorter d'écouter les battements du cœur du fœtus. En Italie, 70 % des médecins refusent de le pratiquer.

La pétition exigeait de l'Union européenne des fonds spécifiques afin de rembourser l'IVG dans le pays d'origine ou le déplacement à l'étranger pour avorter. Bruxelles rétorque qu'il n'y a qu'à utiliser les fonds déjà existants, et préfère s'en remettre à chaque État pour leur utilisation : les Hongroises doivent avoir hâte de supplier Viktor



Orbán d'utiliser les fonds européens pour financer leur IVG !

La députée européenne macroniste Valérie Hayer affirme que cela « marque un véritable progrès pour les droits des femmes ». Elle s'y connaît en « véritable progrès » : son groupe a soutenu la constitutionnalisation du droit à l'avortement en France, au mo-

ment même où le budget de l'hôpital est réduit et où les délais pour avorter s'allongent. Et on devrait les remercier ! Seules nos luttes d'ensemble nous permettront d'arracher des moyens et de défendre l'ensemble de nos droits !

UMA DAUNA • 03/03/2026

NOUVELLE LOI ANTI-TRANS AUX ÉTATS-UNIS

La législation républicaine de l'État du Kansas vient d'adopter une loi anti-trans qui invalide rétroactivement les documents d'identité de personnes transgenres, comme les actes de naissance et les permis de conduire dont la mention de sexe avait été modifiée. Elle impose aussi que les toilettes publiques et autres espaces genrés soient utilisés selon le sexe assigné à la naissance.

Les réactionnaires prétendent que cette mesure servirait à « protéger les femmes et les filles ». Bande d'hypocrites ! Tout ce qu'ils veulent protéger, c'est leur système patriarcal et LGBTIphobe qui divise et opprime pour mieux exploiter !

JEANNE LEMESLE • 03/03/2026

États-Unis : des Républicains du Tennessee réclament la peine de mort... pour IVG

Trois représentants du Parti républicain dans l'État du Tennessee ont présenté un texte pour que les femmes ayant eu recours à l'IVG puissent être condamnées à une peine d'emprisonnement à vie ou à la peine de mort. Un amendement a été déposé, fin février, à l'Assemblée législative locale, en vue d'une mise en place dès juillet prochain. L'un

des signataires, le sénateur Jody Barrett, souhaite que soient appliquées les mêmes peines pour les femmes « impliquées dans l'homicide de leur propre enfant à naître » que pour les accusés inculpés d'homicide. Un exemple parmi d'autres de l'offensive masculiniste et réactionnaire qui secoue le pays depuis le retour au pouvoir de Trump.

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @npajeunes_revo

NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES